



2021 - 2027

NOTRE PROJET
POUR CHANGER
L'ÎLE-DE-FRANCE



avec Audrey Pulvar



PRG
le centre gauche

place
publique

Les Écolos
Solidaires



GAUCHE
RÉPUBLICAINE
& SOCIALISTE

ÉLECTIONS RÉGIONALES 20 ET 27 JUIN 2021

ÎLE-DE-FRANCE
EN COMMUN

SOMMAIRE

06 1^{ÈRE} PARTIE : MIEUX VIVRE EN ILE-DE-FRANCE

- p. 07 ● LES TRANSPORTS, EN COMMUN D'ABORD !
- p. 10 ● BIEN SE LOGER POUR MIEUX VIVRE
- p. 12 ● L'IMPORTANT, C'EST LA SANTÉ
- p. 14 ● LA SÉCURITÉ, PREMIÈRE DES LIBERTÉS
- p. 16 ● BIEN VIEILLIR EN ILE-DE-FRANCE
- p. 18 ● LA CULTURE EN COMMUN
- p. 20 ● LE SPORT POUR TOUS

22 2^E PARTIE : REBONDIR APRÈS LA CRISE, PRÉPARER L'AVENIR

- p. 23 ● ÉDUCATION : DES LYCÉES EXEMPLAIRES POUR GARANTIR L'ÉGALITÉ DES POSSIBLES
- p. 26 ● PRÉPARER L'AVENIR DE NOTRE JEUNESSE
- p. 28 ● EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE : REBONDIR APRÈS LA CRISE
- p. 30 ● ÉCONOMIE : LA NOUVELLE DONNE SOCIAL-ÉCOLOGIQUE
- p. 32 ● UNE RÉGION ÉTUDIANTE ET INNOVANTE
- p. 34 ● TOURISME : RÉINVENTER LA DESTINATION ILE-DE-FRANCE

37 3^E PARTIE : ENGAGER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, SOLIDAIRE ET DÉMOCRATIQUE

- p. 38 ● CITOYENNETÉ : DÉCIDER EN COMMUN
- p. 40 ● UNE RÉGION QUI RESPIRE MIEUX
- p. 42 ● UN AMENAGEMENT DURABLE
- p. 44 ● RESPECTER LA NATURE ET LA BIODIVERSITÉ
- p. 46 ● UNE RÉGION SOBRE ET CIRCULAIRE
- p. 48 ● AGRICULTURE ET ALIMENTATION : UN NOUVEAU MODÈLE DU CHAMP À L'ASSIETTE
- p. 50 ● UNE NOUVELLE ALLIANCE POUR LE CLIMAT
- p. 52 ● MESURER NOS PROGRÈS : DE NOUVEAUX INDICATEURS DE BIEN-ÊTRE ET DE DÉVELOPPEMENT

53 4^E PARTIE : PRENDRE SOIN DE TOUS, LUTTER CONTRE TOUTES LES INÉGALITÉS

- p. 54 ● POUR L'ÉGALITÉ RÉELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES
- p. 56 ● HANDICAP : UNE RÉGION ACCESSIBLE ET INCLUSIVE
- p. 58 ● UNE RÉGION SOLIDAIRE QUI PREND SOIN DE CHACUN
- p. 60 ● LA RÉPUBLIQUE EN COMMUN
- p. 62 ● FIERTÉS EN ILE-DE-FRANCE
- p. 63 ● LA RÉGION AU CÔTÉ DES TERRITOIRES PRIORITAIRES
- p. 64 ● UNE RÉGION QUI ASSURE LA COOPÉRATION ET LA SOLIDARITÉ ENTRE SES TERRITOIRES
- p. 66 ● NOS 8 TÊTES DE LISTES



AUDREY PULVAR

IL EST TEMPS !

Avec vous, nous construisons une Ile-de-France protectrice, juste, apaisée. Nous préparerons notre avenir commun et celui de nos enfants, dans une région plus verte, qui respire mieux.

L'Ile-de-France et ses habitant.e.s méritent un grand dessein, un grand projet de transformation.

Citoyenne engagée dans les luttes pour l'égalité des droits, la justice sociale et l'environnement, j'ai créé le mouvement « Ile-de-France en commun » pour réunir toutes celles et ceux qui portent les valeurs de la gauche écologiste, féministe, solidaire, républicaine et laïque.

Ce sont ces valeurs, ces idéaux, qui fondent notre engagement et notre projet. Car nous ne pouvons plus accepter une Région qui n'agit pas suffisamment pour le bien-être quotidien de ses habitant.e.s, qui ne prend pas ses responsabilités face à l'urgence climatique, qui ne prend pas soin de toutes les personnes vulnérables, qui ne réduit pas les fractures territoriales et sociales.

Avec vous, nous construisons une Ile-de-France protectrice, juste, apaisée. Nous préparerons notre avenir commun et celui de nos enfants, dans une région plus verte, qui respire mieux. Nous nous battons pour que la promesse républicaine d'égalité soit tenue pour tous les habitant.e-s et dans tous les territoires de la Région.

Il est temps de transformer l'Ile-de-France. Nous y sommes prêts. Avec vous, pour vous.

Audrey PULVAR,
candidate à la Présidence de la Région Ile-de-France

**ILE-DE-FRANCE
EN COMMUN**



JEAN-MARC GERMAIN

La démocratie est belle lorsque les débats et les idées se fondent sur la réalité des choses, le vécu de gens, leurs ressentis, leurs problèmes, leurs aspirations et que, dans le même mouvement, on porte haut des valeurs et une vision.

Cette éthique de l'action publique a guidé l'élaboration de notre projet pour l'Ile-de-France. Il est le fruit d'une pensée et d'un travail méthodiques et collectifs. Nous avons réalisé un diagnostic partagé de la vie quotidienne en Ile-de-France. Nous avons croisé les expériences, les approches, les regards, les préconisations, les rêves. Nous avons fédéré des centaines de citoyens engagés, d'experts, d'élus, d'intellectuels dans nos groupes de travail, nos séminaires. Nous avons recueilli les propositions des Francilien.ne.s sur notre plateforme numérique d'idéation.

De ce long travail est né un projet pour notre Région, concret et ambitieux, précis et volontariste. Il s'inscrit dans le récit pour une Région fière de son histoire et de sa mémoire, et décidée à se construire un avenir meilleur en engageant le grand chantier de sa transition écologique, solidaire et démocratique. Il apporte des réponses aux Francilien.ne.s pour sortir de la crise et nous projeter avec confiance dans l'avenir.

Pour faire de l'Ile-de-France une Région où 12 millions de personnes vivent mieux.

Une Région où l'on respecte d'avantage notre santé et notre planète, où la coopération prime sur la compétition, et le souci du long terme l'emporte sur la tyrannie de l'instant.

Une Région forte de sa bienveillance, attentive à chacun et où chacun est attentif aux autres et aux générations futures. Bonne lecture !

Jean-Marc Germain,
animateur du Laboratoire des Idées
d'Ile-de-France en commun

.....

**Une Région où l'on respecte
d'avantage notre santé et notre
planète, où la coopération prime
sur la compétition, et le souci
du long terme l'emporte
sur la tyrannie de l'instant.**

.....

**ILE-DE-FRANCE
EN COMMUN**

NOS ENGAGEMENTS PRIORITAIRES



Des **transports** en commun gratuits pour tous, à proximité et plus réguliers



Une **sécurité** renforcée dans les transports et dans les lycées



Création de 180 maisons et centres de **santé**, recrutement de médecins dans les déserts médicaux



Des maisons de **retraite** publiques, de qualité et à tarifs accessibles et un soutien aux aidants familiaux de personnes dépendantes



Une meilleure accessibilité des transports publics, des emplois pour les personnes en situation de **handicap**



Rénovation des copropriétés dégradées, relance de **logements** éco-construits et abordables, encadrement des loyers



Egal accès **femmes/hommes** aux emplois les mieux considérés et rémunérés



Rénovation des **lycées** délabrés, lutte contre le décrochage scolaire, des cantines avec des aliments bio et locaux



Priorité aux **jeunes** par la création de 10 000 « Emplois Rebond Vert », d'un Pass Jeune Francilien.ne et d'une aide de 150 euros par mois pour les 100 000 jeunes les plus précaires d'Ile-de-France



Généralisation des « Territoires Zéro Chômeur de longue durée » par la création d'entreprises dédiées au travail aux personnes les plus éloignées de l'**emploi**



Implantation de **commerces** et de services dans les territoires oubliés par la Région et création d'une banque publique régionale pour **sauver les entreprises**



10 nouvelles réserves naturelles régionales afin de préserver la **biodiversité**



Une Région 100 % cyclable : « Réseau express régional vélo », plus de **vélos** en libre-service, 150 000 garages à vélo sécurisés



Une « Assemblée citoyenne du Long Terme », tirée au sort et associée aux politiques régionales, recours au **référendum** d'initiative citoyenne



Christiane TAUBIRA,
ancienne ministre de la Justice

Audrey Pulvar a le goût des choses bien faites et celui des choses utiles et justes. Quoi que cela demande comme effort et entraîne comme tracas. C'est ce qui traverse autant ses défis professionnels que ses combats militants, et qui a corsé autant son ardeur que son expertise.

Anne HIDALGO,
maire de Paris

Je peux témoigner de la force de l'engagement d'Audrey Pulvar. Elle a une qualité rare : elle conserve sa liberté de pensée et de parole tout en faisant preuve d'une grande maîtrise, d'une grande expérience, dans les combats qu'elle mène.



Jean JOUZEL,
climatologue, ancien membre
du GIEC

Audrey Pulvar combat depuis des années les climato-sceptiques : je suis convaincu qu'elle saura engager l'Ile-de-France sur la voie de devenir la première région d'Europe à énergie positive.

1^{ÈRE} PARTIE :

MIEUX VIVRE EN ILE-DE-FRANCE

Notre région est belle, dynamique, attractive mais elle est aussi parfois dure à vivre. Chacun de nos territoires, a ses forces, ses atouts, ses attraits mais aussi ses désagréments, ses difficultés.

La Région Ile-de-France peut et doit faire plus et mieux pour ses habitant.e.s, pour régler les problèmes de leur quotidien.

Nous voulons une Ile-de-France que l'on choisit pour sa qualité de vie.
Nous voulons une Région plus douce à vivre, apaisée, bienveillante, protectrice.

Pour améliorer les transports du quotidien, nous mettrons en œuvre la gratuité.

Aujourd'hui, nous y passons trop de temps, alors que la qualité, la régularité, la sécurité n'y sont toujours pas au rendez-vous. Nous créerons un nouveau droit à la mobilité en garantissant à toutes et tous, où qu'ils vivent en Ile-de-France, l'accès à des transports publics de qualité à proximité de leur domicile.

Nous engagerons le combat contre la crise du logement. Nous voulons reprendre le contrôle d'un marché dont les prix flambent et sont déraisonnables. La recherche d'un logement décent en Ile-de-France ne doit plus être un parcours du combattant.

La Région que nous dirigerons sera mobilisée pour aider ses habitant.e.s à se soigner plus facilement, plus rapidement, et agira sur leur environnement pour mieux préserver leur « capital santé ».

Nous agissons pour la sécurité du quotidien, un sujet majeur, que nous n'éludons pas. Nous accompagnerons les maires qui sont en première ligne pour protéger leurs habitant.e.s. Nous les aiderons à former leurs policiers, à s'équiper en caméras de vidéo-protection. Nous répondrons aux attentes légitimes des habitant.e.s en renforçant la sécurité dans les transports et les lycées, dont nous avons la responsabilité.

Nous démocratiserons l'accès à la richesse culturelle exceptionnelle de notre Région, car la culture reste un vecteur d'émancipation et de partage.

Enfin, **nous développerons l'offre d'activités sportives et physiques,** pour promouvoir la santé, la sociabilité et la citoyenneté.

Les visages de l'Ile-de-France en commun

Béatrice MARRE
Préfète honoraire

« L'Ile-de-France en commun, c'est mieux se loger, se déplacer, se soigner, se cultiver le corps et l'esprit, tout cela en pleine sécurité, bref, c'est mieux vivre dans une Région écologique et solidaire. »



Florent HUBERT
Conseiller régional

« Face aux inégalités qui se creusent, à l'urgence climatique, nous devons inventer ensemble un nouveau modèle de progrès écologique pour transmettre à nos enfants une région durable et solidaire, où l'on vit mieux. »



LES TRANSPORTS, EN COMMUN D'ABORD !



8 millions de déplacements par jour, 1 h 30 de temps de transport quotidien moyen, une des sources principales de pollution, des territoires inégalement desservis ! La question des mobilités et des transports est structurante pour construire une Région qui améliore la vie quotidienne de ses habitant·e·s, qui engage sa transition écologique et renforce la cohésion entre ses territoires.

AMÉLIORER LA COUVERTURE DU TERRITOIRE

Pour favoriser l'usage des transports en commun, il est nécessaire de mieux couvrir tous les territoires de la Région. Nous poursuivons le renforcement du réseau pour que chaque Francilien.ne habite à moins de 15 minutes d'un transport collectif de qualité.

Nous améliorerons le réseau des lignes de bus

Nous réétudierons le **réseau des lignes de bus** pour couvrir de manière plus équitable l'ensemble du territoire. Nous créerons de nouvelles lignes là où cela apparaîtra nécessaire, notamment en grande couronne. Nous développerons fortement la flotte de minibus pour offrir un service de **transports à la demande** et proposerons la mobilisation des cars scolaires pendant les heures creuses.

Nous organiserons des « **conférences de desserte** », qui associeront, dans chaque territoire, les représentants des usagers, les élus locaux et les opérateurs de transports et mèneront la concertation sur la refonte du réseau.

Nous améliorerons la régularité des RER

Nous accélérerons le calendrier des travaux de modernisation et d'amélioration de la fréquence

des RER B et D (Nextéo). Nous nous opposerons au Charles de Gaulle Express, un projet dispendieux et dépassé, qui dégraderait les transports du quotidien comme le RER B.

Nous réaliserons le prolongement des lignes de métro et de tramway

Les prolongements des lignes de métro 10, 11, 12, et de tramway 1, 5, 7 et 10, aujourd'hui retardés voire en sommeil, devront être réalisés ou engagés pendant le prochain mandat.

Nous améliorerons l'accès au Grand Paris Express

Les gares du Grand Paris Express devront mieux prévoir les interconnexions avec les autres modes de transports collectifs ou individuels, et les garages voitures et vélos nécessaires.

VEILLER AU BIEN-ÊTRE DANS LES TRANSPORTS

Nous renforcerons la sécurité dans les transports en commun

La présence des forces de sécurité dans les gares et les transports doit être renforcée. **Nous garantirons la présence d'au moins un agent de sécurité dans chaque rame de train et de RER le soir.** Nous généraliserons les arrêts à la demande des bus en soirée.



Nous relancerons l'automatisation des lignes de métro

Nous relancerons l'**automatisation des lignes de métro 6, 11 et 13** pour améliorer la régularité du trafic et éviter beaucoup d'incidents.

Nous renégocierons des contrats plus exigeants avec la SNCF et la RATP

Ces contrats avec les opérateurs doivent être renégociés pour être plus exigeants en matière de sécurité, ponctualité, de propreté et d'information voyageurs.

Nous régionaliserons le service PAM (Pour Aider à la Mobilité)

Pour mieux répondre aux besoins de mobilité des personnes en situation de handicap, nous améliorerons la qualité du service et la desserte du service PAM, en concertation avec les associations d'usagers et les Départements.

Nous engagerons un programme d'accessibilité du métro

L'accessibilité du métro aux personnes à mobilité réduite est nettement insuffisante. Nous accélérerons le programme pour les lignes 2 et 6, qui sont en partie aériennes, ce qui facilitera l'installation d'ascenseurs.

Nous désengorgerons les transports aux heures de pointe

Nous négocierons des **plans de déplacement avec les entreprises**, en priorité dans les grands quartiers d'affaires. Ils viseront à développer le télétravail, alterner les jours de présence, étaler les prises de poste... Dans certaines zones de forte attractivité, nous renforcerons les transports aux heures de pointe par une offre de petits bus électriques.

UN NOUVEAU DROIT : LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS EN COMMUN

La mobilité est un droit fondamental. Le transport en commun est devenu un service public essentiel, qui doit être assuré pour tous. C'est pourquoi, nous avons l'ambition de le rendre gratuit. Cette proposition majeure s'inscrit dans la lutte que nous souhaitons mener contre le dérèglement

climatique. Elle répond à l'impératif de justice sociale, car c'est une mesure pour le pouvoir d'achat des jeunes et des familles.

Il s'agit enfin d'une mesure d'équité. À l'exception des sections à péage des autoroutes, les utilisateurs de la route n'en payent pas directement l'usage. Nous proposons d'accorder les mêmes droits aux usagers de transports en commun.

Nous étendrons progressivement la gratuité des transports en commun à tous les usagers franciliens

Nous mettrons en place un Pass Gratuité qui sera élargi à tous les usagers franciliens, selon le calendrier ci-dessous.

- 2021: moins de 18 ans, étudiants, apprentis et demandeurs d'emploi jusqu'à 25 ans
- 2022 : personnes âgées sous condition de ressources et personnes en situation de handicap
- 2023 : bénéficiaires des minima sociaux et demandeurs d'emploi sans conditions
- 2024 : pour tous, les week-ends, jours fériés et vacances scolaires
- 2026 : pour tous

Nous faisons le choix de réserver la gratuité aux Franciliens. Les touristes continueront de payer leurs transports.

Cette gratuité sera financée par le maintien du remboursement à 50 % des employeurs, le Versement Mobilité assuré par les entreprises, et la **mobilisation de nouvelles ressources issues d'Assises de la fiscalité régionale** (par exemple, création d'une taxe sur les poids lourds polluants en transit, mise à contribution des grandes fortunes immobilières).

Nous créerons un Pass Mobilité Intégrale

Certaines solutions alternatives à la voiture et complémentaires aux transports en commun ont parfois des tarifications dissuasives pour les ménages modestes. Nous créerons un Pass qui favorise l'articulation des différents modes de déplacements en combinant les abonnements (Transilien, RER, métro, tramway, autopartage, vélos, covoiturage, trottinettes...)

FAVORISER LES MOBILITÉS DECARBONNÉES ET INTÉGRER LES GRANDS AXES ROUTIERS À LA VILLE

Nous créerons une Région « 100 % cyclable »

Nous réaliserons l'intégralité du « Réseau Express Régional Vélo » - des itinéraires structurants sur le territoire régional - dans son intégralité pendant

le mandat. Ces voies cyclables seront larges, sécurisées et continues. Les « coronapistes » expérimentales seront pérennisées.

Nous faciliterons l'**usage quotidien du vélo** en aménageant au moins 150.000 garages à vélo sécurisés aux abords des gares et équipements publics. Nous renforcerons l'offre de vélos en libre-service, en particulier pour les lycéens, ainsi que l'aide à l'acquisition de vélos. Nous entrerons en discussion avec le syndicat en charge de **Velib'** pour l'étendre progressivement à l'ensemble du territoire régional.

Nous favoriserons les déplacements piétons

Nous veillerons à rendre attractive et sûre la marche à pied, qui est le premier mode de déplacement en Ile-de-France. Nous développerons des projets d'aires piétonnes près des gares, et nous soutiendrons les « pédibus », un ramassage scolaire à pied sécurisés par des accompagnateurs.

Nous accélérerons le passage aux véhicules électriques

Nous étendrons les aides régionales pour inciter les petites entreprises et les ménages modestes à **privilégier des véhicules moins polluants**. Nous développerons le réseau de bornes de recharge, avec des tarifs adaptés.

Nous lancerons un plan régional « **Hydrogène vert** » en priorité avec des opérateurs de grands parcs de véhicules industriels : bus, cars, camions...

Nous généraliserons les voies réservées sur le réseau autoroutier

Pour développer les alternatives à la voiture individuelle, nous développerons les voies réservées au covoiturage, aux bus express, au transport à la demande sur les autoroutes d'au moins 3 voies.

Nous transformerons certains grands axes routiers en boulevards urbains

Nos villes sont traversées par des infrastructures utiles pour les transports mais sources de fragmentation urbaine et de pollution. Nous engagerons, en concertation avec l'Etat, les collectivités et les habitants, une mutation progressive des grands axes à l'intérieur de l'A86, ce qui correspond à la Zone à faible émission, pour **diminuer la pollution sonore et aérienne**. Ces grands axes auront vocation à être réintégrés dans la ville, transformés en boulevards urbains sur lesquels la vitesse sera limitée à 50 km/h. Nous étendrons les revêtements anti-bruit et nous végétalisons autant que possible les emprises autour des autoroutes. Certains échangeurs devront être réhabilités et repensés en articulation avec le paysage urbain environnant.



UNE REGION ORGANISATRICE DU FRET ET DE LA LOGISTIQUE

Plus de 90 % des marchandises passent aujourd'hui par la route. Le transport de ces marchandises représente donc près de 40% des émissions de CO2 du transport en France. La Région doit se positionner comme une véritable autorité organisatrice du transport de marchandises.

Nous relancerons les investissements dans le fret ferroviaire

Nous soutiendrons fortement la relance des lignes de fret ferroviaire, notamment Perpignan-Rungis et Paris-Le Havre.

Nous développerons un fret fluvial durable

Nous remettrons en état et en sécurité le réseau fluvial (barrages, écluses) et nous soutiendrons l'action des opérateurs pour un meilleur usage de nos cours d'eau. Ce développement devra se faire dans le plus strict respect des corridors de biodiversité de cette « trame bleue ».

Nous créerons un maillage de plateformes logistiques de proximité

La Région doit structurer une véritable politique logistique. Nous investirons pour **acquérir des sites de logistique stratégiques** et mailler le territoire. Ces sites favoriseront notamment les liaisons avec le fret fluvial ou ferroviaire et la logistique propre : bornes de recharges électriques, vélos-cargos, etc.

Livraison du dernier kilomètre : nous soutiendrons les livraisons propres et en points relais

Nous favoriserons la livraison en points relais, qui crée nettement moins de trafic automobile que la livraison à domicile. Et nous encouragerons l'équipement des opérateurs en véhicules électriques et en vélo-cargos.

Les visages de l'Ile-de-France en commun



Dominique BARJOU et Gaston LAVAL

« Des transports de proximité, sûrs, réguliers, propres et dans tous les territoires, voilà ce que nous offrirons aux Franciliens et Franciliennes ! »

BIEN SE LOGER POUR MIEUX VIVRE



La crise du logement ne cesse de s'aggraver dans notre Région. Aujourd'hui, on déplore, 1.2 million de personnes mal logées et 750.000 demandes de logement social en attente.

Les foyers les plus modestes sont les plus impactés par la crise mais les difficultés dues à **la flambée des prix et des loyers touchent une large majorité de Franciliens.** À toutes les étapes de la vie, pour les étudiants, pour les familles, pour les seniors, monte l'angoisse de ne pas avoir de solution. **Le logement est pourtant un droit essentiel,** condition fondamentale d'une vie digne et épanouissante.

L'Ile-de-France a besoin de tous ses habitants dans leur diversité. Nous voulons garder nos forces vives, nos travailleurs, mais aussi nos jeunes, nos familles, nos seniors. Nous ne voulons **ni ghettos de pauvres, ni ghettos de riches mais une Ile-de-France équilibrée,** qui agit pour une mixité réelle dans ses territoires. **Une Région qui engage le combat contre la crise du logement.**

RELANCER D'URGENCE UNE OFFRE DE LOGEMENTS ABORDABLES

Nous rétablirons l'engagement de la Région pour le logement social

Face à la cherté des loyers, il est urgent de relancer une offre de logements « publics » pour les classes populaires et moyennes. **Nous doublerons les crédits consacrés à la création de logements sociaux** pour les classes moyennes et populaires et tous les publics : familles, jeunes, étudiants, personnes âgées, etc.

Nous mettrons en place un grand programme « réinventer la ville sur la ville »

Pour limiter l'étalement urbain, la priorité sera donnée à la **transformation des m² inutilisés** (bureaux obsolètes ou vides, friches industrielles, ferroviaires, commerciales, etc.) en soutenant les opérateurs de terrain et en finançant la dépollution des sites.

Nous soutiendrons les Organismes de Foncier Solidaire (OFS)

Ces dispositifs, qui reposent sur la dissociation du foncier et du bâti, permettront de proposer **5.000 logements en accession à la propriété** à des prix modérés.

Nous soutiendrons l'encadrement des loyers dans toute la Région

Pour mettre fin à la flambée des loyers, nous inciterons à la **généralisation de l'encadrement des loyers** dans tout le territoire francilien. Nous agirons aussi pour limiter les hausses de prix dans les grandes opérations d'aménagement, notamment autour des futures gares du Grand Paris Express.

Nous renforcerons les contrôles contre les « locations saisonnières »

Les plateformes de location saisonnière ont confisqué ces dernières années de nombreux logements, notamment dans la zone dense. Nous aiderons les Communes à **contrôler les abus** pour rendre ces logements aux habitant·e·s.

Nous inciterons toutes les communes à contribuer au rééquilibrage

50 communes d'Ile-de-France n'atteignent pas les objectifs de logements sociaux fixés par la loi et payent des amendes. Pour progresser vers une **mixité réelle sur tout le territoire** francilien, nous signerons un pacte financier avec ces communes, qui prévoira des incitations puis des sanctions si la situation n'évolue pas à mi-mandat.

AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DANS LES LOGEMENTS EN ILE-DE-FRANCE

Nous accélérerons la rénovation thermique

Dans le parc public, nous financerons les opérations de rénovation énergétique et le **traitement d'au moins 8.000 logements sociaux mal isolés par an**. Nous renforcerons aussi **les aides aux propriétaires privés** avec un guichet unique, des avances de frais, des compléments aux aides nationales sous condition de ressources et une labellisation des entreprises de confiance. Nous créerons un programme régional de formation et d'insertion professionnelle pour le **développement des métiers de la rénovation thermique**.

Nous traiterons les copropriétés les plus dégradées

Nous accompagnerons davantage de copropriétés dégradées ou fragiles dans leur redressement, et nous financerons les opérations publiques d'amélioration et de sauvegarde de l'habitat. Plus de 150.000 logements en Ile-de-France sont encore

insalubres. Nous déploierons **un plan exceptionnel pour l'éradication de l'habitat insalubre**, qui ciblera en priorité les communes les plus touchées. Nous soutiendrons la mise en place du « permis de louer » par les collectivités.

PROTÉGER LES LOCATAIRES FRAGILISÉS, LOGER LES PLUS VULNÉRABLES

Nous créerons un Fonds régional de prévention des expulsions

La Région abondera les Fonds de solidarité logement portés par les Départements pour accompagner les ménages ayant des difficultés à faire face à leur loyer et prévenir leur expulsion.

Nous participerons à la création de structures d'hébergement

Pour limiter les hébergements à l'hôtel, nous participerons à la création de résidences sociales et de pensions de familles. Nous soutiendrons en particulier, le projet d'une **résidence sociale ou pension de famille dans chacun des 68 quartiers de gare du Grand Paris Express**. Nous financerons les associations d'insertion par le logement qui louent ou achètent des logements privés dans le diffus pour loger des familles précaires.

Les visages de l'Ile-de-France en commun

Stéphanie VENEZIANO
Conseillère régionale

« Nous voulons rétablir une politique du logement abordable de qualité et de la mixité sociale partout ! »



Les visages de l'Ile-de-France en commun

José GARCIA
Responsable associatif

« Pour favoriser l'accès au logement pour tous les jeunes, actifs, étudiants ou en formation, je soutiens Audrey Pulvar. »



L'IMPORTANT, C'EST LA SANTÉ



La crise sanitaire est venue souligner les **carences structurelles du système de santé dans notre Région**. Elle est devenue **le premier désert médical français** et la situation va s'aggraver avec d'importants départs en retraite de médecins et des besoins qui progressent.

Les inégalités d'accès à la santé se creusent. Or, la santé figure toujours **parmi les principales préoccupations des citoyen.ne.s**. Elle est donc une question politique de premier ordre et les réponses à apporter pour garantir au plus grand nombre un égal accès au bien-être ne sont pas seulement médicales mais bien globales. Elles touchent à notre organisation économique, sociale, éducative, à notre environnement, à nos modes de vie.

Pour relever le défi de l'accès à la santé pour toutes et tous, pour agir sur la santé environnementale et favoriser la relocalisation des industries de santé, nous proposons un **Plan régional pour la Santé des Francilien.ne.s**.

ACCROITRE L'OFFRE DE SANTÉ EN ILE-DE-FRANCE

Nous créerons un service public régional de coordination de l'offre de santé

Nous créerons un service public régional de coordination de l'offre de santé qui délivrera un service de bout en bout. Il aura pour missions d'identifier les bassins de vie prioritaires, de co-construire avec les acteurs locaux le projet de santé et d'apporter un soutien financier, administratif et technique aux professionnels de santé dans la mise en œuvre de ce projet jusqu'à son installation puis tout au long de sa vie.

Nous créerons 180 maisons ou centres de santé

Ces projets seront fléchés en priorité sur les zones carencées. D'abord dans les territoires n'ayant plus aucun médecin généraliste, pour y rétablir une densité médicale suffisante. Puis dans l'ensemble des territoires fragiles.

Ces créations suivront un **guide de bonnes pratiques** : un diagnostic de la santé du bassin de vie, la mobilisation des professionnels de santé déjà installés dans la conception du projet et de la structure, la limitation des dépassements d'honoraires. Ces projets seront co-construits avec toutes les parties prenantes : ARS, communes, départements, comités d'usagers.

Nous favoriserons l'installation de professionnels de santé en Ile-de-France
Nous développerons les formations diplômantes en santé. Grâce à sa compétence en formation professionnelle, la Région peut agir pour accroître le nombre de professionnels diplômés (infirmiers, aides-soignants, etc.).

Nous créerons des conditions attractives pour l'installation des jeunes professionnels. Nous inciterons les étudiants en formation médicale ou paramédicale à effectuer leurs stages en zones carencées par la mise en place de bourses et la mise à disposition d'hébergement. **Dans les zones**

prioritaires, la Région pourra aller jusqu'à salarier les médecins.

Nous favoriserons les téléconsultations

en soutenant l'achat et le fonctionnement d'équipements de télémédecine.

Nous généraliserons les Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS), qui permettent la coordination des professionnels sur des thématiques prioritaires, car des bassins de vie entiers de l'Ile-de-France ne sont toujours pas couverts.

POUR UNE POLITIQUE GLOBALE DE PRÉVENTION ET DE PROMOTION DE LA SANTÉ

Nous ferons de la santé environnementale une priorité

Nos actions volontaristes pour améliorer la qualité de l'air, réduire le bruit, et résorber l'habitat insalubre auront des impacts majeurs sur la santé des Francilien.ne.s.

Nous renforcerons la **lutte contre les perturbateurs endocriniens** dans les équipements régionaux et nous créerons **un centre ressource pour les collectivités** qui souhaitent s'engager dans cette démarche. Nous créerons un **Observatoire de la santé environnementale** et nous financerons davantage de projets de recherche en santé environnementale. Nous lutterons contre l'utilisation des produits phytosanitaires pour protéger la santé des agriculteurs et des habitants.

Nous mènerons une politique de promotion de la santé tout au long de la vie

Nous développerons les actions d'information et de sensibilisation pour permettre à chacun de préserver son « **patrimoine santé** », par exemple l'activité physique ou une alimentation saine. Nous renforcerons la lutte contre les conduites addictives. Nous faciliterons l'accès à la prévention des infections sexuellement transmissibles, à la contraception et à l'IVG pour les jeunes femmes.

Nous resterons mobilisés contre l'épidémie de sida qui régresse mais touche encore trop les hommes ayant des relations avec d'autres hommes et les personnes nées dans des pays à forte prévalence. Nous renforcerons les actions de prévention ciblées et de terrain, le dépistage rapide et l'accès aux traitements prophylactiques. Nous soutiendrons les associations mobilisées contre les discriminations et pour l'insertion des personnes séropositives.

Pour la santé des seniors, nous soutiendrons des politiques de transports et d'aménagement permettant leur mobilité et la création de logements adaptés pour favoriser le maintien à domicile.



SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE ET DE L'INDUSTRIE EN SANTÉ EN ILE-DE-FRANCE

Nous renforcerons le soutien à la recherche en biologie et en santé

L'Ile-de-France possède l'une des plus grandes concentrations universitaires et de recherche en Europe. Le soutien régional aux laboratoires et aux centres de recherche sur le vivant et la santé doit être renforcé.

Nous accélérerons les recherches pour **mieux comprendre les « covidés longs »**, et ainsi mieux les diagnostiquer et mieux les prendre en charge.

Nous relocaliserons la recherche et la production en santé

La crise du covid a démontré que notre système de santé est vulnérable et dépendant des importations. Il est urgent de relocaliser sur notre territoire une production en santé, de médicaments, de vaccins, et de dispositifs médicaux (masques, seringues, des lits de réanimation, etc.). La Région doit porter ce secteur comme une orientation stratégique du développement économique, renforcer le pilotage des pôles de compétitivité, faciliter le transfert de l'innovation vers l'entreprise, et accompagner l'implantation de nouveaux sites industriels ou le renforcement des sites existants.

Les visages de l'Ile-de-France en commun



Fatima YADANI et Antoine PELISSOLO

« Audrey Pulvar prend en compte la santé dans sa dimension globale, un égal accès à l'offre de soins sur tous les territoires franciliens et un développement renforcé de la prévention. »

LA SÉCURITÉ, PREMIÈRE DES LIBERTÉS



La demande de sécurité est légitime. La Région a la responsabilité de répondre aux attentes de ses habitants en matière de tranquillité publique.

Pour construire une Région plus sûre, plus apaisée, nous agissons d'abord au cœur de nos compétences, pour garantir la **sécurité dans les lycées et dans les transports**.

Nous contribuerons également, en lien avec les autres collectivités, à l'amélioration de la **sécurité du quotidien**. Nous promovons une approche globale et équilibrée, qui allie prévention, médiation et sécurité, et qui donne à tous, sur tous les territoires, les mêmes droits et les mêmes devoirs.

GARANTIR LA SÉCURITÉ DES LYCÉENS

Face à une violence qui touche de plus en plus les très jeunes, la Région doit repenser son action pour mieux protéger ses enfants.

Nous créerons des postes de médiateurs dans les lycées

Nous créerons une « **École de la médiation** » pour systématiser la présence de médiateurs, chargés de la prévention dans chaque lycée, et d'agents de tranquillité publique aux abords des lycées.

Nous renforcerons l'éducation à la citoyenneté dans les lycées

Un service régional sera dédié au renforcement des actions de citoyenneté et de prévention au sein des lycées. Des **sessions obligatoires de prévention et de sensibilisation** seront organisées dans les lycées, notamment sur l'usage des réseaux sociaux,

et l'apprentissage de la citoyenneté. La lutte contre le harcèlement scolaire sera consacrée **grande cause régionale**.

Nous améliorerons la coordination des interventions dans les lycées

En articulation avec les instances de démocratie lycéenne, nous créerons une **instance participative**, avec les élus locaux, les principaux, les associations, des représentants des parents et d'élèves, pour élaborer et coordonner les actions concrètes pour la sécurité au sein des établissements scolaires.

AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DANS LES TRANSPORTS

Renforcer la présence des forces de sécurité dans les gares et les transports

Pour renforcer la présence des forces de sécurité dans les transports, notamment

le soir, nous renégocierons les contrats liant la Région avec les opérateurs (SNCF, RATP). Une véritable **coordination des différentes polices des transports** sera assurée par une cellule de veille et de commandement commune.

Identifier et traiter les sites prioritaires

Nous réaliserons des « **diagnostics sécurité** », en concertation avec les maires, autour des gares et arrêts, et nous utiliserons les signalements des agressions au numéro d'alerte 3117, pour identifier et traiter les zones sensibles ou anxiogènes.

Nous généraliserons les arrêts à la demande

Nous étendrons plus rapidement les arrêts à la demande des bus en soirée, dans l'objectif de les généraliser pour déposer les habitant·e·s au plus près de leur domicile.

Nous lutterons contre le harcèlement sexuel dans les transports

Tous les agents des transports seront formés à la médiation, à la lutte contre le harcèlement sexuel ainsi qu'au recueil de la parole des victimes. Nous mettrons en œuvre une campagne annuelle de prévention et une charte des comportements respectueux dans les transports.

La Région ou les opérateurs se porteront systématiquement partie civile en cas de dépôt de plainte concernant des faits de harcèlement dans le réseau de transports.

UNE SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN DANS TOUS LES TERRITOIRES

Sans se substituer à l'Etat, responsable de la Police nationale et de la lutte contre la délinquance, la Région peut contribuer à créer dans tous ses territoires, avec les collectivités locales, une sécurité du quotidien et agir pour la prévention.

Nous renforcerons les filières de formation pour les policiers municipaux

Les dispositifs régionaux visant à former des personnes employables dans les polices municipales seront renforcés. Ces policiers seront formés à lutter contre les incivilités, le harcèlement, à être exemplaires dans les compétences de médiation, de désescalade, et de prévention des discriminations.

Nous subventionnerons l'équipement pour la vidéo-protection

La Région financera des équipements de vidéo-protection, qui sont dissuasifs et permettent la résolution pénale des infractions. Ils seront déployés en priorité sur les sites sensibles, près des gares, des lycées et des lieux de rassemblement de bandes.

Nous renforcerons les actions de veille et de prévention

Pour mieux coordonner l'intervention régionale avec les autres acteurs, des représentants de la Région participeront aux Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (**CLSPD**) et une **cellule régionale de veille de la délinquance** sera créée avec les préfets d'Ile-de-France.

Nous mettrons en œuvre une campagne spécifique de prévention sur les **bons réflexes à avoir si l'on est témoin d'une agression** ou d'une situation de danger.

Nous organiserons des actions de formation et d'accompagnement pour **prévenir la radicalisation** dans les milieux sportifs et associatifs.

Pour **garantir l'accès aux droits** dans les territoires éloignés des tribunaux, maisons de justice et points d'accès au droit, des actions spécifiques seront organisées, notamment la création d'un bus itinérant d'accès au droit.

Nous soutiendrons le développement des peines alternatives, des sanctions éducatives et du travail d'intérêt général, et nous renforcerons les actions de formation et d'insertion en milieu carcéral.

Les visages de l'Ile-de-France en commun



Nadège AZZAZ
Maire de Châtillon
et Jérôme GIUSTI



« Audrey Pulvar affirme l'autorité des forces de police et appréhende la sécurité de façon globale : pour lutter efficacement contre la délinquance, il faut refuser la fatalité du tout répressif, s'occuper de prévention et d'éducation et refonder le lien entre police et population. »

BIEN VIEILLIR EN ILE-DE-FRANCE



La crise du **covid a aggravé les difficultés** qui touchent les personnes âgées en Ile-de-France : l'isolement, la complexité d'assurer des services de qualité à domicile, l'inadaptation des logements, les moyens et les personnels insuffisants dans les EHPAD, l'accès aux soins, etc.

Plus largement, **la révolution de la longévité** qui s'amorce constitue une véritable transition démographique et vient interroger toutes les facettes de notre contrat social, toutes les politiques publiques.

Nous voulons construire une **Ile-de-France bienveillante pour tous les seniors**, les retraités actifs et autonomes comme les personnes âgées fragiles ou en perte d'autonomie.

FAVORISER L'ACTIVITÉ ET LA MOBILITÉ DES SENIORS

Nous faciliterons la mobilité des seniors

Une mobilité facilitée pour les seniors est nécessaire pour préserver leurs liens sociaux. C'est pourquoi les seniors feront partie des premiers bénéficiaires de la **gratuité des transports** en commun que nous mettrons en œuvre progressivement.

Pour mieux répondre aux besoins de mobilité des personnes âgées à mobilité réduite, nous améliorerons la qualité du service et la desserte du **service Pour Aider à la Mobilité (PAM)**, en concertation avec les associations d'usagers et les Départements, et nous développerons les transports à la demande.

Nous soutiendrons les villes bienveillantes pour le vieillissement

Nous réorienterons les contrats passés avec les communes pour favoriser les collectivités vertueuses qui promeuvent l'engagement des retraités, qui mettent en œuvre un aménagement de l'espace public adapté à toutes les fragilités (habitat adapté, mobilier urbain, toilettes, circulations douces...), qui apportent un soutien aux commerces de proximité, garants du lien social, et organisent des activités associatives, sportives et culturelles adaptées aux seniors gratuites ou abordables, ainsi que des actions innovantes de soutien aux aidants et de solidarité intergénérationnelle.

VIIEILLIR CHEZ SOI, TROUVER DES MAISONS DE RETRAITE ABORDABLES

Nous développerons les logements adaptés abordables

Pour permettre à tous de rester chez eux le plus longtemps possible, **nous accélérerons les programmes d'adaptation de logements**, en partenariat avec les collectivités, les bailleurs et les promoteurs.

Nous soutiendrons, de manière prioritaire, les **nouvelles formes de « chez soi »** adaptées au vieillissement et à la lutte contre l'isolement : habitat regroupé, pensions de famille, résidences intergénérationnelles, colocations, etc.

Nous financerons l'ouverture de maison de retraite modernes et abordables

Face à la montée de la dépendance, de **nouvelles maisons de retraite, publiques, modernes et prévoyant un reste à charge limité pour les familles**, doivent ouvrir en Ile-de-France.

La Région renforcera son soutien en investissement pour inciter chaque département à créer ce service public de l'hébergement des personnes âgées dépendantes et financer ces projets.

Nous soutiendrons notamment la création dans chaque département d'un « Village Alzheimer », qui offre une architecture et une prise en charge adaptées, ainsi qu'une pleine intégration à la ville.

Nous soutiendrons les aidants

La Région accompagnera les proches aidants, en lien avec les Départements, pour permettre l'ouverture d'une **Maison des aidants**, dans chaque département d'Ile-de-France, lieu ressource pour les familles et les associations ; et tête de réseau pour mailler le territoire francilien de lieux de répit.

LA LONGÉVITÉ, SOURCE D'EMPLOIS ET D'INNOVATIONS

Nous lancerons un plan de formation et de promotion des métiers du grand âge

Les métiers du grand âge connaissent d'importantes difficultés de recrutement. Ils constituent pourtant un gisement d'emplois considérable. Nous renforcerons les dispositifs de **formation, d'apprentissage et d'insertion** dans cette filière d'avenir. Nous développerons de nouvelles actions de valorisation et de **promotion des « métiers du lien et du soin »**. Notre objectif est clair : plus un seul poste non pourvu, ce qui représente la création de milliers d'emplois.

Nous favoriserons l'innovation au service du grand âge

Qu'il s'agisse des nouveaux services à domicile, d'une utilisation adaptée des nouvelles technologies, de l'ergonomie des biens de consommation, etc. la « **silver économie** » est un gisement d'innovations dont l'Ile-de-France doit être à la pointe. Nous financerons et nous structurerons davantage les pôles d'innovation avec les départements pour essaimer sur l'ensemble du territoire francilien.

Les visages de l'Ile-de-France en commun



Marine ROSSET et Jérôme GUEDJ

« Pour accompagner dignement nos aînés et leurs familles, nous créerons partout des maisons de retraite publiques. »

LA CULTURE EN COMMUN



L'Île-de-France est l'une des régions au monde les mieux dotées en musées, cinémas, théâtres, salles de spectacles mais aussi en commerces culturels de proximité. C'est la première région de France d'accueil des artistes, intermittents du spectacle, compagnies et entreprises culturelles. C'est un patrimoine architectural exceptionnel, qui doit être préservé et valorisé.

Mais, alors que la culture est un **vecteur unique d'émancipation**, cette offre culturelle n'est pas répartie équitablement sur le territoire, n'est pas accessible à tous. L'Île-de-France doit donc repenser l'enjeu de la **démocratisation culturelle** dans ses dimensions territoriale, sociale et environnementale.



LA CULTURE POUR TOUS

Nous garantirons une éducation artistique et culturelle aux lycéens

Les cours d'éducation artistique ne sont plus obligatoires au lycée. Pour permettre, néanmoins, aux lycéens d'accéder aux pratiques artistiques, nous financerons la création **d'un orchestre, d'une troupe de théâtre ou de danse dans chaque lycée francilien**. Nous créerons une « **Carte spectacles** » pour les lycéens qui leur permettra d'accéder à des spectacles à des tarifs fortement réduits (10€ maximum). Nous proposerons aux lycéens des **stages au sein de structures culturelles locales, ce qui confortera** les acteurs culturels dans leur rôle d'animation et de transmission.

Nous ouvrirons des lieux dédiés aux cultures contemporaines

Les **cultures numériques** représentent une part importante de la création contemporaine (jeu vidéo, animation, musique électronique, design, 3D, programmation, etc.). La Région favorisera la découverte de ces nouvelles cultures dans des espaces dédiés au sein de médiathèques pilotes. Pour permettre au plus grand nombre d'être confronté à des œuvres, le déploiement des

« **cultures urbaines** » **hors les murs** doit être favorisé. Nous soutiendrons notamment l'organisation de lieux pérennes ou d'expositions itinérantes de street art ou de photographie.

Nous diffuserons la culture sur tout le territoire

Les grands festivals de musique soutenus par la Région se déroulent aujourd'hui à Paris ou dans les banlieues aisées. Pour rééquilibrer cette offre culturelle, nous créerons un **festival participatif, accessible à tous financièrement**, dans un territoire où ce type d'événements manque cruellement. La Région incitera les grandes institutions culturelles franciliennes à nouer des partenariats avec les équipements territoriaux plus modestes de façon à renforcer leur notoriété et leur attractivité et à enrichir leur programmation.

Nous soutiendrons les commerces culturels de proximité

Les librairies indépendants, disquaires, galeries d'art, etc. jouent un rôle important dans l'accès à la culture. La Région renforcera les mécanismes de soutien spécifique pour surmonter la crise et favorisera l'implantation et l'investissement de ces commerces.



SOUTENIR LA CRÉATION ET LES ÉQUIPES ARTISTIQUES

Nous augmenterons le fonds d'urgence pour la création artistique

L'impact de la crise sanitaire sur les équipes artistiques est considérable. La Région doit être en pointe pour la relance de la création artistique qui participe grandement à l'attractivité de notre territoire. Ce fonds sera pluriannuel de façon à permettre aux équipes de construire un plan de travail dans la durée.

Nous mettrons en place un Conseil du Spectacle Vivant à l'échelle de la Région

Parce que les politiques publiques ne peuvent plus se décider sans que les personnes concernées y soient associées, la Région créera ce Conseil afin d'installer un dialogue régulier avec les acteurs culturels.

Nous mobiliserons de nouveaux outils de communication pour valoriser l'offre culturelle

La Région mobilisera ses canaux de communication et participera à la création d'une **application numérique** pour valoriser l'offre culturelle francilienne. Nous soutiendrons les acteurs culturels dans leurs démarches d'**équipement vidéo**, pour promouvoir leurs propositions culturelles sur les réseaux sociaux.

Nous créerons un fonds de garantie "loyer" spécifique pour les créateurs

Les spécificités du statut de créateur constituent un fort obstacle dans leur accès au logement. Nous mettrons en place un fonds de garantie "loyer" spécifique pour les auteurs et créateurs, cofinancé par les services sociaux des sociétés qui gèrent leurs droits.

Nous développerons les lieux de répétition

Les lieux de répétition restent peu nombreux en Ile-de-France au regard des besoins des équipes artistiques, professionnelles et amateurs. Pour renforcer leur maillage, nous en implanterons dans nos opérations d'aménagement et nous transformerons des **parkings** parfois inoccupés des bailleurs sociaux.

Nous modulerons les subventions culturelles sur des critères environnementaux

La culture, comme les autres secteurs, doit participer de la transition écologique. Nous inciterons les acteurs culturels à s'engager dans des pratiques éco-responsables en conditionnant une partie de nos subventions au respect d'une charte environnementale.



PRÉSERVER ET VALORISER NOTRE PATRIMOINE

Nous valoriserons un patrimoine plus diversifié

Le patrimoine de notre région est mondialement connu. Mais des pans entiers de ce patrimoine régional restent méconnus, y compris des habitants eux-mêmes. Nous mettrons en œuvre des actions de valorisation des **lieux liés à notre histoire industrielle, ouvrière et rurale, à nos identités locales**, en créant un label dédié et une carte interactive de ces sites.

Nous mobiliserons de nouveaux moyens pour l'entretien de notre patrimoine

Pour mobiliser de nouvelles sources de financement pour l'entretien du patrimoine, nous créerons un bureau dédié à la recherche de mécénat et nous faciliterons l'organisation d'événements culturels au sein des lieux patrimoniaux.

Les visages de l'Ile-de-France en commun

Marie COLSON

« Avec Audrey Pulvar, la Région contribuera pleinement à la reprise de l'activité artistique sur l'ensemble du territoire. »



Les visages de l'Ile-de-France en commun

David GODEVAIS

« Sur la culture, je suis heureux de pouvoir apporter mon soutien et ma collaboration à ce beau projet collectif d'Ile-de-France en commun. »



LE SPORT POUR TOUS



Le sport a un impact positif sur la santé, la sociabilité et la citoyenneté, pour ceux qui le pratiquent comme pour la société tout entière.

La Région doit donc promouvoir les **activités sportives** et garantir leur accès à tous ses habitants. Elle doit soutenir davantage les **associations et les clubs sportifs**, acteurs essentiels de la vie sociale, qui sont aujourd'hui menacés par la crise.

Elle doit enfin favoriser son rayonnement par le **sport de haut niveau** et associer tous ses habitants à la dynamique de préparation des **Jeux Olympiques et Paralympiques** de 2024.

...> DÉVELOPPER L'OFFRE SPORTIVE EN ILE-DE-FRANCE

Nous améliorerons le maillage des équipements sportifs

La Région investira, au côté des collectivités, pour ouvrir de **nouveaux équipements** sportifs, dans les zones déficitaires, et pour améliorer leur diversité, leur qualité et leur accessibilité.

Nous équiperons tous les parcs et jardins régionaux de **structures d'activité physique** (parcours de santé, city stade, agrès, street work out, etc.).

Nous participerons à la construction de **nouvelles piscines écologiques**, en priorité dans les territoires sous-équipés, pour répondre à une demande croissante et garantir à tous les jeunes franciliens l'apprentissage de la natation sur le temps scolaire.

Nous renforcerons l'offre sportive et conviviale dans ces équipements

Nous **élargirons les horaires** des équipements sportifs installés dans les lycées et les parcs

régionaux. L'offre sportive des îles de loisir sera renforcée toute l'année et non seulement pendant les vacances.

Nous moderniserons les « clubs house » pour permettre l'organisation des assemblées générales des clubs et de **projets socio-éducatifs** comme les « Sport Social Club » accueillant toute la famille et proposant simultanément du sport et de la garde d'enfants ou de l'aide aux devoirs.

...> SOUTENIR LES ACTEURS DU MOUVEMENT SPORTIF

Nous faciliterons la vie des clubs et associations

Pour surmonter la crise et favoriser l'insertion par le sport, nous aiderons les associations sportives à recourir aux nouveaux « **emplois rebond** » régionaux. Nous lancerons un plan régional **de formation des jeunes aux métiers du sport** pour faciliter leur accès à un emploi après la crise. Nous créerons un événement spécifique pour

valoriser **l'engagement des bénévoles** au sein des associations sportives et nous faciliterons les déplacements des clubs pour les compétitions.

Nous formerons davantage les professionnels et les bénévoles

Nous accompagnerons le mouvement sportif pour **améliorer la formation des encadrants, salariés comme bénévoles**, notamment sur les questions d'égalité femmes-hommes, de prévention des violences sexuelles, d'inclusion des personnes en situation de handicap, de promotion de la santé et de la citoyenneté.

ACCUEILLIR DE NOUVEAUX PUBLICS

Les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 constituent une opportunité unique pour toucher de nouveaux publics et fédérer autour de l'engagement sportif.

Nous sensibiliserons les jeunes

Nous renforcerons les actions de promotion de l'activité physique et d'information sur l'offre sportive en mobilisant de nouveaux médias et les réseaux sociaux. Nous ouvrirons de nouvelles sections sportives et des classes à horaires aménagées dans les lycées. Nous instaurerons une semaine du sport olympique et paralympique dans tous les lycées et nous créerons un parcours olympique des lycéens afin qu'ils découvrent les grandes disciplines olympiques qui se dérouleront dans des équipements situés en Ile-de-France.

Nous renforcerons le sport au féminin

Nous mènerons des actions spécifiques de sensibilisation pour encourager la pratique sportive féminine et le développement d'une offre adaptée. Nous soutiendrons la féminisation des instances dirigeantes du monde sportif et nous financerons un accompagnement spécifique pour les futures dirigeantes.

Nous allégerons le coût de la pratique sportive

Une aide spécifique sera versée aux clubs pour créer une « sportothèque » et acquérir du matériel à prêter aux jeunes qui veulent découvrir une activité sportive. La Région aidera les lycéens, sous condition de ressources, à payer leur licence et à acquérir le matériel nécessaire et parfois coûteux.

Nous soutiendrons le handisport et le sport adapté

Nous soutiendrons les associations sportives qui développeront une nouvelle offre dans les structures médico-sociales ou accessibles aux personnes en situation de handicap.

ACCOMPAGNER LES SPORTIFS DE HAUT NIVEAU

Afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles aux JOP 2024, nous devons soutenir nos sportifs de haut niveau et nos espoirs.

Nous financerons des bourses d'aide individuelle sportive

En échange de ce soutien, les sportifs participeront aux actions de promotion et de sensibilisation organisées par la Région.

Nous organiserons un accompagnement personnalisé

Un service régional dédié assurera un accompagnement personnalisé et notamment le soutien dans la recherche de sponsors, un accès simplifié aux équipements, l'accompagnement des sportives faisant une pause maternité, la création d'un réseau d'anciens sportifs pour favoriser le partage d'expérience et la structuration d'un réseau d'entreprises partenaires pour faciliter l'insertion professionnelle.

Les visages de l'Ile-de-France en commun

Isabelle DAHAN

« Audrey Pulvar, consciente de l'importance de l'activité physique pour la santé, porte un projet régional ambitieux. »



Les visages de l'Ile-de-France en commun

Olivier HUSSON Maire de Voinsles

« Tout mon soutien à Audrey Pulvar pour lutter contre l'inégalité territoriale des équipements sportifs et de loisirs. »



REBONDIR APRÈS LA CRISE, PRÉPARER L'AVENIR

L'Ile-de-France est durement impactée par les conséquences de la crise. Notre Région concentre, à elle seule, un tiers des emplois détruits en France depuis plus d'un an. Il y a désormais **un million de chômeurs en Ile-de-France** et de plus de plus de Francilien.ne.s ont du mal à joindre les deux bouts.

Les choix politiques faits par Valérie Pécresse ont aggravé cette situation.

Depuis 6 ans, elle a décidé de supprimer les aides aux entreprises en difficulté. Elle a renoncé à combattre les fractures sociales et territoriales. Ce « laisser-faire » libéral a privé la Région de sa capacité à encaisser les chocs, à y répondre rapidement.

Nous nous relèverons de cette épreuve mais pour sortir de la crise, un changement d'orientation est nécessaire.

L'action de la Région pour **sauvegarder les entreprises et les emplois doit être rétablie sans tarder.** Les commerçants, les artisans, les restaurateurs, les acteurs du monde culturel, du tourisme, mais également les TPE et PME, tous ceux qui sont au bord de la faillite, doivent être soutenus pour éviter les licenciements.

Rebondir est indispensable mais la crise actuelle nous impose de **définir un nouveau modèle de développement.** L'Ile-de-France représente un tiers de la richesse produite en France chaque année. Elle peut peser sur le cours de l'Europe et du monde. Elle doit réorienter son développement vers l'emploi local et durable.

Nous assumerons cette responsabilité stratégique.

Cette responsabilité, c'est avant tout celle de préparer notre avenir commun et celle de nos enfants.

Parce que nous voulons investir dans notre jeunesse, nous rénoverons enfin les lycées et les universités vétustes de la Région, nous garantirons une alimentation saine et durable dans les cantines des lycées et nous lutterons davantage contre le décrochage scolaire.

Nous répondrons aussi à l'explosion de la précarité parmi les jeunes franciliens. Nous construirons avec eux leur **« pouvoir de vivre »**, pour qu'ils envisagent leur entrée dans la vie active avec confiance, pour qu'ils puissent s'émanciper et devenir autonomes. Nous leur donnerons enfin davantage la parole et nous leur offrirons de nouvelles **possibilités de s'engager.**

Les visages de l'Ile-de-France en commun

Emma RAFOWICZ
Responsable d'une organisation de jeunesse

« Avec la création du Pass Jeune Francilien, nous portons l'espoir d'une Région plus juste, en particulier pour la jeunesse ! »

YOUCEF BOUABDALLAH
Économiste

« Je soutiens Ile-de-France en commun pour l'innovation, la formation et l'adaptation de l'industrie francilienne aux enjeux écologiques. »



ÉDUCATION : DES LYCÉES EXEMPLAIRES POUR GARANTIR L'ÉGALITÉ DES POSSIBLES



Les lycées franciliens sont déjà en **sureffectif** et, selon les projections démographiques, ce sont bientôt 10.000 places qui viendront à manquer. Souvent vétustes, ils n'offrent pas des conditions d'enseignement et de vie décentes.

Nous voulons investir davantage dans l'éducation de nos enfants, pour **démocratiser la réussite** et garantir l'égalité des possibles.



CONSTRUIRE DES LYCÉES EXEMPLAIRES ET OUVERTS

Nous construisons des lycées exemplaires

La Région doit investir davantage dans ses lycées généraux, techniques et professionnels, notamment dans les quartiers prioritaires.

Nous voulons des lycées conçus avec leurs usagers. Nous associerons des architectes, des écologues, des pédagogues, des lycéens et des agents, pour intégrer la problématique de l'usage dès la conception des lieux, et l'expérimenter dans des « salles tests ».

Nous construirons des lycées qui favorisent l'innovation pédagogique. Ils permettront par exemple les cours à l'extérieur ou dans des lieux communs comme une « agora ». Ces lycées devront être des lieux de vie et de travail sûrs et agréables pour les lycéens comme pour les agents.

Nous construirons des lycées adaptés au changement climatique et accueillants pour la biodiversité. Pour construire ces éco-lycées et mener la rénovation des lycées existants, nous privilégierons les matériaux bio-sourcés, les énergies renouvelables, des espaces plus modulaires, de la lumière, du rafraîchissement naturel et des espaces verts.



Nous ouvrirons les lycées pour accueillir de nouveaux usages

Les lycées ne sont utilisés que 175 jours sur 365 pour un usage scolaire. Nous ouvrirons les espaces culturels, sportifs et extérieurs des lycées pendant les week-ends et les vacances pour offrir de nouvelles activités à tous les habitants.



AMÉLIORER L'ORIENTATION ET LUTTER CONTRE LE DÉCROCHAGE

Nous améliorerons le Service Public Régional de l'Orientation

L'orientation doit devenir un **service de proximité** garantissant un accompagnement dans la durée, tout particulièrement pour les lycéens qui s'orientent vers une voie professionnelle. Nous formerons le personnel nécessaire pour assurer ce suivi et nouer les partenariats avec les acteurs institutionnels et le tissu économique. Nous mettrons en place, avec des associations, un réseau de « **mentors** » chargés de présenter leur métier et d'accompagner individuellement les jeunes.

Nous renforcerons la lutte contre le décrochage scolaire

Nous voulons mieux **prévenir** le décrochage scolaire. A cette fin, nous renforcerons l'accompagnement individuel des lycéens en difficulté, en organisant notamment un tutorat assuré par des étudiants. Nous soutiendrons les actions d'alphabétisation et d'aide aux devoirs menées par des associations dans les quartiers prioritaires.

Pour permettre aux décrocheurs de reprendre un parcours scolaire, un **micro-lycée** - c'est-à-dire une structure à la taille et la pédagogie adaptées aux décrocheurs - sera ouvert dans chaque département.



UN PROJET PÉDAGOGIQUE POUR UNE RÉGION APPRENANTE

Nous porterons une nouvelle vision pour le numérique éducatif

L'usage du numérique favorise les apprentissages personnalisés et développe des compétences qui sont déjà nécessaires, et le seront encore plus demain. Nous organiserons, dès le début de notre mandat, une **Convention régionale du numérique éducatif**.

Nous améliorerons la qualité, la gestion et la maintenance du parc informatique des lycées et du matériel distribué aux élèves, pour garantir à tous l'accès à un **matériel plus adapté à la réalité des besoins**.

Nous renforcerons les actions de formation et de sensibilisation numériques du **corps enseignant** au numérique éducatif, pour porter un projet global qui intègre aussi des contenus (MOOC) et des savoir-faire (codage, etc.).

Nous mettrons en place un accompagnement spécifique pour les **élèves les plus éloignés** de la maîtrise du numérique.

Nous organiserons des appels à projets pédagogiques

Des appels à projets pédagogiques seront organisés régulièrement pour financer des actions pédagogiques innovantes dans l'ensemble des lycées. Ces actions pourraient viser notamment les thématiques de la lutte contre le décrochage scolaire, les violences au lycée, le harcèlement, les comportements sexistes, ou favoriser la promotion des valeurs républicaines, la citoyenneté, la culture, la prévention en santé.

Nous mettrons en œuvre une politique éducative de réduction des inégalités

Nous renforcerons les **dotations globales** versées par la Région, en accroissant notamment la dotation de solidarité pour soutenir davantage les lycées recevant une part plus importante de publics fragiles.

Nous augmenterons les **aides directes aux lycéens de familles modestes** pour l'acquisition de manuels, l'équipement, la demi-pension, les frais de concours, etc.



GARANTIR L'ALIMENTATION SAINE ET LE « BIEN-ÊTRE » AU LYCÉE

Nous garantirons une alimentation saine et durable dans les cantines

Nous viserons le **100 % bio ou durable, local et le zéro plastique**, sans augmentation des tarifs. Des alternatives végétariennes régulières seront proposées.

Nous développerons les actions d'éducation au goût et de jardinage pédagogique et les **lycéens seront associés aux choix de restauration** dans des « commissions menus » qui étudieront la qualité gustative et nutritionnelle des repas servis. Une salle permettant aux lycéens qui le souhaitent de pique-niquer sera ouverte dans chaque lycée. Nous proposerons des **tarifs plus accessibles** aux familles à revenus modestes.

Nous faciliterons la mobilité des lycéens

Pour faciliter les déplacements quotidiens, les lycéens figureront parmi les premiers bénéficiaires de la **gratuité** des transports en commun. L'implantation des nouveaux lycées sera pensée prioritairement en fonction de leur accessibilité en transports.

Nous créerons une aide spécifique à l'achat ou la location de **vélos non électriques** pour les lycéens, et nous déploierons des pistes cyclables et des garages sécurisés près des lycées.

Nous favoriserons les **projets collectifs de mobilité européenne** (Erasmus +) pour permettre au plus grand nombre de jeunes franciliens de partir à l'étranger.

Nous favoriserons les activités extra-scolaires au lycée

Pour développer l'éducation culturelle et artistique, nous financerons la création **d'un orchestre, ou d'une troupe de danse ou de théâtre dans chaque lycée francilien** et l'aménagement d'espaces dédiés.

Pour favoriser la pratique sportive, nous créerons un **parcours olympique des lycéens** afin qu'ils découvrent les grandes disciplines et les sites olympiques, et nous ouvrirons de **nouvelles sections sportives** et des classes à horaires aménagées dans les lycées.

Nous renforcerons les dispositifs dédiés à la prévention de la **santé** des lycéens, notamment la veille et la prise en charge de la détresse psychologique.

Nous améliorerons les conditions de travail dans les lycées

Agir pour le bien-être des enseignants et des agents régionaux dans les lycées est également une responsabilité de la Région. Nous donnerons aux enseignants qui le souhaitent les locaux et l'équipement nécessaire pour rester travailler en dehors des heures de cours au sein du lycée et dans des conditions satisfaisantes.

Nous créerons de nouveaux postes de médiateurs de prévention et de sécurité dans et autour des lycées. Nous harmoniserons les effectifs régionaux selon la taille et les besoins des lycées, et nous créerons une équipe mobile pour réaliser des missions exceptionnelles.

Les visages de l'Ile-de-France en commun

Véronique GINIOUX-EZRATI

« Avec Ile-de-France en commun et Audrey Pulvar, orientation et lutte contre le décrochage scolaire seront au cœur de la réussite pour tous. »



Les visages de l'Ile-de-France en commun

Yannick TRIGANCE Conseiller régional

« Parce que réussite et émancipation des lycéens sont au cœur de ses priorités, je m'engage avec Audrey Pulvar ! »



PRÉPARER L'AVENIR DE NOTRE JEUNESSE



La précarité des jeunes a explosé avec la crise. Ils sont plus de 100.000 à la recherche d'un emploi et sans ressources en Ile-de-France. Cette situation est inacceptable. Notre Région doit mieux protéger ses jeunes. Nous devons rendre effective, pour tous les jeunes de l'Ile-de-France, la promesse républicaine d'une égalité de droits et de destin.

Nous devons répondre au **besoin d'émancipation, d'autonomie** des jeunes et construire avec eux leur « **pouvoir de vivre** », notamment la capacité d'entrer dans la vie active. Nous devons enfin leur donner la parole et leur **offrir des possibilités de s'engager**.



LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ DES JEUNES

Nous créerons un Pass Unique pour renforcer le « pouvoir de vivre » des jeunes

En lien avec les autres collectivités, nous organiserons un accompagnement de chaque jeune afin de lui permettre d'avoir recours à toutes les aides auxquelles il a droit. Nous nous mobiliserons pour que l'État accepte d'étendre le RSA aux 18-25 ans. Face à la gravité de la situation, nous **apporterons une nouvelle aide d'urgence complémentaire de 150€/mois aux 100.000 jeunes les plus en difficulté de la Région**.

Les jeunes seront les premiers bénéficiaires de la **gratuité des transports en commun**. Cette mesure de pouvoir d'achat leur offrira un nouveau droit à la mobilité. Nous soutiendrons les initiatives **d'aide alimentaire** à destination des étudiants et nous favoriserons la création d'épiceries solidaires. Nous élargirons également l'aide régionale à **l'achat de matériel informatique** à tous les étudiants.

Nous favoriserons l'accès à la culture, en développant les cours d'éducation artistique et culturelle au lycée et les expositions d'arts «urbains» sur les bâtiments régionaux. Une « **Carte culture** » offrira aux jeunes l'accès à des spectacles à tarifs très réduits.

Nous faciliterons l'accès des jeunes au logement

Nous financerons **4.000 logements par an pour les étudiants et les jeunes travailleurs**. Nous développerons les **colocations solidaires et intergénérationnelles** dans le parc social. Nous étendrons et nous faciliterons l'accès aux **aides pour le dépôt de garantie sous forme d'avance** afin que les jeunes n'aient pas à mobiliser un mois de loyer au moment d'emménager. Nous mettrons en place des **chèques déménagement** qui pourront être utilisés pour se meubler, notamment dans des structures favorisant le réemploi.

Nous déploierons des dispositifs de prévention et de soin adaptés

Pour lutter contre le non recours aux soins, nous élargirons l'aide régionale à l'acquisition d'une **mutuelle de santé** à l'ensemble des étudiants. Nous renforcerons les dispositifs d'alerte et de prise en charge de la **détresse psychologique** dans les lycées et les universités.

Des sessions de **sensibilisation** obligatoires seront organisées dans tous les lycées d'Ile-de-France pour lutter contre le harcèlement scolaire, les violences sexistes et sexuelles et le cyber-harcèlement.

FAVORISER L'ENTRÉE DANS LA VIE ACTIVE

La crise actuelle risque d'empêcher de nombreux jeunes d'intégrer la vie active, notamment les moins diplômés.

Nous améliorerons les dispositifs d'orientation

Pour donner à tous le choix de leur avenir, la Région **améliorera les dispositifs d'information et d'orientation**, notamment la plate-forme régionale, pour les rendre plus accessibles. Des actions spécifiques seront organisées « hors les murs » dans les quartiers prioritaires et pour les jeunes femmes.

Nous créerons 10.000 « Emplois rebond Vert »

Pour lutter contre le chômage des jeunes, nous subventionnerons les employeurs qui embaucheront un jeune en CDI. Ces **contrats aidés** seront affectés en priorité dans les quartiers prioritaires et dans les secteurs de la transition écologique et de l'économie sociale et solidaire. Des contreparties strictes en termes de tutorat et de formation seront exigées.

Nous développerons l'apprentissage et l'insertion professionnelle

L'apprentissage est une voie très solide pour permettre aux jeunes d'accéder au monde du travail. Nous renforcerons **l'investissement** de la Région dans les Centres de Formation d'Apprentis (CFA) ainsi que le soutien régional aux acteurs de l'insertion professionnelle, en premier lieu les **Missions locales**, pour qu'ils aillent au contact des jeunes les plus éloignés de l'emploi. Un accompagnement renforcé sera assuré pour aider les jeunes qui ont des difficultés à trouver des **stages**.



PERMETTRE AUX JEUNES DE S'ENGAGER

Nous donnerons une place aux jeunes dans les décisions régionales

L'**Assemblée citoyenne du Long Terme** comptera au moins un tiers de jeunes parmi ses membres tirés au sort. Dans la même logique, les membres du **Conseil Régional des Jeunes** seront issus d'un tirage au sort. Dans ces deux instances, ils pourront émettre des avis, des propositions et interpellier l'exécutif régional, non seulement sur les sujets de la politique jeunesse mais sur tous les sujets qui ont un impact déterminant pour les générations futures.

Nous favoriserons l'engagement des jeunes

Nous créerons une lettre d'information dédiée aux jeunes d'Ile-de-France qui recensera des opportunités d'engagement et valorisera les parcours des jeunes Franciliens engagés. Nous créerons un « **Corps Civil pour la Conversion écologique** », qui offrira chaque année à **50.000 jeunes Franciliens** la possibilité de s'engager dans les grands chantiers de la transition écologique. Sur le modèle du service civique, ce volontariat pour le climat sera rémunéré et organisé sur des horaires permettant aux jeunes de poursuivre leurs études.

Les visages de l'Ile-de-France en commun

Chériffa BOUDHAR

« Services publics, transports, lutte contre la précarité, sécurité, qualité de vie, défense de l'environnement ! C'est avec Audrey Pulvar. »



Les visages de l'Ile-de-France en commun

Antoine JOUENNE

« Je m'engage avec Audrey Pulvar pour que la jeunesse, la lutte contre sa précarité soit au cœur des priorités. »



EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE : REBONDIR APRÈS LA CRISE



En Ile-de-France, il y a désormais **plus d'un million de chômeurs**. La Région doit apporter une réponse forte à cette crise pour donner à chacun la possibilité de travailler, pour soutenir les publics les plus vulnérables, en particulier les jeunes, et pour aider les entreprises à préserver et à offrir des emplois. Enfin, elle doit orienter son développement sur les filières d'avenir, et former aux métiers de demain, singulièrement ceux de la transition écologique et solidaire.

...> PRÉSERVER LES EMPLOIS

Nous interviendrons auprès des entreprises menacées

Dès que le financement du chômage partiel actuel s'arrêtera, de nombreux licenciements économiques sont à craindre. Il y a urgence à intervenir pour limiter cette « casse sociale » et obtenir une réelle sauvegarde de l'emploi.

Nous mobiliserons la Banque publique régionale pour **sauver les entreprises viables** et pourvoyeuses d'emplois. En échange de ces aides, des **contreparties** seront exigées en termes de priorité au reclassement au sein de l'entreprise et de non recours aux départs forcés. Nous mettrons en place un « **Plan résilience** » de **maintien de l'emploi dans les très petites entreprises** durement frappées par la crise, qui prendra le relai de l'activité partielle.

Nous soutiendrons les salariés touchés par les plans sociaux

Nous développerons, avec Pôle Emploi, un accompagnement renforcé pour le retour vers

l'emploi des Franciliens qui ne bénéficieront pas d'aide particulière ou de contrat de sécurisation professionnelle, notamment ceux des petites et moyennes entreprises.

...> FAVORISER L'ENTRÉE DES JEUNES DANS LA VIE ACTIVE

Pour éviter une « génération sacrifiée » et donner un avenir à sa jeunesse, l'Ile-de-France doit favoriser l'entrée dans la vie active pour tous.

Nous créerons 10.000 « Emplois Rebond Vert »

Nous créerons de nouveaux contrats aidés pour lutter contre le chômage des jeunes (Cf Fiche Jeunesse).

Nous renforcerons les structures dédiées à l'insertion professionnelle des jeunes

Nous renforcerons les actions du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences à destination des jeunes les plus éloignés de l'emploi.

Nous donnerons aux Missions locales les moyens de se projeter « hors les murs », dans les quartiers, pour aller chercher les jeunes et leur offrir un accompagnement global (formation, préparation aux entretiens mais aussi santé, logement, etc.). Nous développerons les Écoles de la deuxième chance (E2C).

Nous développerons l'apprentissage

L'apprentissage est une voie très solide pour accéder au monde du travail. Nous renforcerons l'investissement de la Région dans les Centres de Formation d'Apprentis (CFA) pour améliorer leurs locaux, leurs plateaux techniques et leurs équipements. Nous encouragerons le recrutement d'apprentis dans les administrations publiques, en premier lieu à la Région.



AGIR POUR L'EMPLOI DES SENIORS

Les demandeurs d'emplois de plus de 50 ans sont plus de 280.000 en Ile-de-France et subissent souvent des discriminations à l'embauche. Nous voulons permettre à tous de choisir leur fin de carrière.

Nous créerons un « contrat de transmission des compétences »

Ce contrat prévoira, en alternance, un temps où le senior sera formateur pour transmettre ses compétences et le reste du temps à son poste de travail. Il favorisera le maintien dans l'emploi des seniors grâce à un coût du travail allégé pour les entreprises.

Nous aiderons à l'embauche des seniors ayant subi un licenciement économique

Une aide de 5.000 euros par an pendant 3 ans sera mise en place pour l'embauche d'un senior en CDI. Nous expérimenterons un accompagnement renforcé pour le retour à l'emploi des seniors, en lançant un appel à projets auprès des structures du service public de l'emploi volontaires pour assurer un accompagnement personnalisé, avec un référent unique « conseiller emploi » et coach, pour des seniors.



FORMER AUX MÉTIERS DE DEMAIN

Nous organiserons des États Généraux de l'emploi

Pour élaborer une stratégie régionale pour l'emploi et la formation professionnelle qui porte des

solutions adaptées par bassin d'emploi et par filière, nous organiserons une large consultation des territoires et des acteurs économiques.

Nous assurerons des formations de qualité mieux réparties sur le territoire

Nous réaliserons un audit complet des formations financées par le Conseil Régional. Nous instaurerons un système de notation collaboratif avec les usagers. Nous assurerons une territorialisation équitable des formations, en ciblant les bassins d'emploi dynamiques où vivent des populations modestes. Nous développerons les formations en e-learning en ajoutant des clauses particulières dans les appels d'offres destinés aux organismes de formation.

Nous renforcerons les formations dans les secteurs en tension et les métiers d'avenir

Dans les secteurs en tension, renforcer les formations permettra une entrée directe sur le marché du travail. Le BTP, avec les travaux du Grand Paris Express et des JOP notamment, est un secteur riche en emplois. De même, l'industrie francilienne, à forte valeur ajoutée, a un haut potentiel d'emplois qualifiés. Nous engagerons la conversion des compétences vers les métiers d'avenir qui seront au cœur de notre politique de transition écologique et solidaire, notamment les métiers du sanitaire et social et ceux de la rénovation énergétique. Nous visons ainsi la création de plusieurs centaines de milliers d'« emplois verts » en Ile-de-France à horizon 2030 : au moins 100.000 dans le bâtiment, 100.000 dans le recyclage, 10.000 dans les énergies renouvelables, 10.000 dans la relocalisation de la recherche et de la production en santé, 10.000 dans l'agro-écologie, agro-foresterie et la transformation durable des aliments.

Les visages de l'Ile-de-France en commun



Dominique DEMANGEL
et François KALFON
Conseiller régional



« Écouter et accompagner l'ESS pour une nouvelle économie solidaire et démocratique. »

ÉCONOMIE : LA NOUVELLE DONNE SOCIAL-ÉCOLOGIQUE



Région très attractive, l'Île-de-France est durement affectée par les conséquences de la crise sanitaire car c'est une Région plus ouverte, plus dépendante de la mondialisation. La première responsabilité de la Région est d'agir en urgence pour **sauvegarder les activités et les emplois**.

Au-delà, l'Île-de-France représente un tiers de la richesse produite en France chaque année. Elle peut peser sur le cours de l'Europe et de la planète. Nous assumerons cette responsabilité stratégique pour **définir un nouveau modèle de développement** moins inégalitaire, plus respectueux de l'environnement, plus résilient face aux chocs grâce à une relocalisation d'activités et une reconnaissance plus forte du rôle de l'économie sociale et solidaire.

UN PLAN DE REBOND POUR NOS ENTREPRISES, NOS SALARIÉS ET TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Nous créerons une Banque publique régionale pour la conversion écologique et l'emploi local

Celle-ci aura pour mission le **sauvetage des emplois et des activités** dans les secteurs fortement touchés par la crise sanitaire, si besoin via une prise de participation majoritaire, une « régionalisation » temporaire. Cette banque du « **Made in Ile-de-France** », dotée d'un milliard d'euros à terme, investira, avec des partenaires privés, dans des PME à forte valeur ajoutée environnementale et sociale et créatrices d'emplois non-délocalisables. Les **filières stratégiques** seront privilégiées (rénovation énergétique, énergies renouvelables, valorisation des déchets, biotech, agritech) ainsi que les quartiers en difficulté et les zones rurales afin de réduire les inégalités territoriales.


L'épargne locale sera mobilisée pour l'emploi local via un **livret A régional** à taux d'intérêt garanti et la création d'une monnaie inter-entreprises d'Île-de-France.

Nous mettrons en œuvre un plan d'urgence pour les commerces de proximité

Le risque de faillite de commerces est très élevé, malgré les aides accordées. Or, ceux-ci jouent un rôle essentiel de service et de lien social. La Région doit renforcer en urgence ses actions de promotion et de soutien. La **commande publique régionale**, qui prendra plus fortement en compte l'empreinte carbone, s'orientera au maximum vers les commerces et les artisans de proximité, en réduisant fortement les délais de paiement. La Région subventionnera plus fortement le **loyer** des commerces menacés, aidera les communes à acquérir **des locaux** pour installer ou maintenir des commerces avec des loyers modérés et assistera les repreneurs grâce à des garanties d'emprunt. L'accès aux aides régionales sera simplifié par l'installation de kiosques et la création d'un numéro téléphonique unique.

Nous généraliserons les Territoires Zéro Chômeurs de longue durée

La Région financera des **Entreprises à But d'Emploi (EBE)** dédiées. Elles embaucheront les personnes privées d'emploi, verseront des salaires plutôt que



des allocations, et mettront les compétences de ces personnes à profit pour répondre à des besoins non satisfaits en matière de transition écologique et de lien social.

Nous encadrerons le développement du télétravail

Le télétravail permet de limiter les déplacements et peut améliorer la vie quotidienne. Il comporte aussi des risques, c'est pourquoi il doit être encadré. Nous élaborerons une nouvelle **Charte du télétravail**, avec les partenaires sociaux, pour lutter contre les risques d'isolement, de dégradation des conditions de travail, pour promouvoir le droit à la déconnexion, éviter les inégalités entre cadres et non-cadres et conserver à tous un lieu physique de travail. Nous développerons les espaces de co-working et nous encouragerons les entreprises à **comptabiliser le temps de transport comme temps de travail**. Nous soutiendrons les TPE/PME pour mieux équiper leurs salariés (sièges ergonomiques, matériel informatique, etc.)

Nous lutterons contre l'ubérisation et la précarité des travailleurs indépendants

Face au développement de formes précaires d'activité individuelle, nous soutiendrons les tiers juridiques permettant de salarier ces travailleurs, comme les entreprises de portage salarial et les coopératives d'emploi et d'activité. La Région négociera également des tarifs « de gros » avantageux pour les contrats de mutuelle de ces travailleurs.



POUR UNE ACTIVITÉ RELOCALISÉE, DURABLE ET SOLIDAIRE

Nous investirons pour une réindustrialisation verte de l'Ile-de-France

Nous créerons un « Commissariat au plan régional » pour orienter l'investissement dans les **secteurs stratégiques** (hydrogène vert, photovoltaïque organique, recyclage, rénovation thermique). Nous accompagnerons l'industrie traditionnelle dans cette transition, notamment l'aérospatial, l'automobile et la production de médicaments. Pour financer ces investissements, nous aurons recours à une finance durable, en émettant des **obligations vertes**, qui garantiront la transparence dans l'utilisation des fonds collectés.

Nous conditionnerons les aides régionales aux entreprises

Pour inciter les entreprises à s'engager dans la transition, un **bonus/malus des aides régionales** sera instauré en fonction de **critères sociaux et environnementaux** (bilan carbone, impact sur la biodiversité, maintien de l'emploi, qualité du dialogue social, égalité femmes-hommes, etc.)

Nous ouvrirons des lieux permettant de « produire en commun »

Nous soutiendrons le développement de « **fabriques** » qui rassembleront une offre d'incubateur-accélérateur permettant aux entreprises de croître plus rapidement, une offre d'équipements, d'outils mutualisés, et de formation professionnelle et continue.

Nous créerons une plateforme en ligne pour le commerce local

Cette place de marché numérique « **Dans ma zone** » permettra aux commerçants franciliens de vendre sur Internet, de bénéficier d'un système de livraison mutualisé et non polluant, ainsi qu'un soutien pour mettre en place le e-commerce.

Nous reconnaitrons la spécificité des acteurs de l'économie sociale et solidaire

Nous faciliterons l'**implantation** des acteurs de l'économie sociale et solidaire dans les projets d'aménagement financés par la Région. Nous aiderons leurs projets immobiliers ou de **reprise en coopérative** via la banque régionale. Nous renforcerons l'accès de l'ESS à la commande publique et aux appels à projets régionaux. Nous aiderons à la création de « **pôles de l'ESS** » au niveau des bassins d'emploi, qui auront un rôle de veille des besoins du territoire, de mobilisation et de soutien à l'émergence des projets.



Les visages de l'Ile-de-France en commun

Gabrielle SIRY-HOUARI

« Enfin un programme volontariste de transformation écologique et sociale pour notre Région, qui n'oublie pas les quartiers populaires. »



Pierre SZTULMAN

« Nous dynamiserons l'économie, mise à mal par 6 ans de libéralisme, pour un développement plus juste, social et écologique. »



UNE RÉGION ÉTUDIANTE ET INNOVANTE



Avec près de 680.000 étudiants, 40 % de la recherche et 70 % des demandes de brevets françaises, l'Île-de-France est et doit demeurer une **terre d'excellence**. Notre Région, à la pointe de l'innovation, joue un rôle majeur pour le rayonnement et la diffusion de la **culture scientifique**.

Mais l'innovation comme les technologies ne sont pas une fin en soi, elles sont à repenser au sein de **notre vision de ce que doit être aujourd'hui le progrès**, notamment au regard de sa soutenabilité environnementale.

En outre, **ces innovations doivent être partagées par le plus grand nombre d'habitant-e-s**, quelle que soit leur génération ou leur lieu de résidence. Alors que l'on estime qu'environ 2,5 millions de Francilien.ne.s ne savent pas bien se servir d'un ordinateur, la fracture numérique reste encore à combler.



SOUTENIR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE

Nous rénoverons les universités et nous construirons des campus éco-responsables

La mobilisation de la Région pour l'enseignement supérieur passe d'abord par un investissement accru pour réhabiliter les bâtiments universitaires dégradés et construire de nouveaux **campus éco-responsables**. Nous soutiendrons la création d'un système de **signalement des dégradations et problèmes techniques** par les étudiants eux-mêmes, via une application « Dans ma fac ».

Nous améliorerons les conditions de vie des étudiants

Face au **mal-logement** de nombreux étudiants, nous créerons 4.000 logements par an dédiés

aux jeunes et nous expérimenterons des modèles plus souples de location.

Face à la précarité étudiante, les bourses et les aides régionales seront renforcées, notamment l'aide à **l'équipement informatique** vu la progression de l'enseignement à distance. Pour préserver la **santé des étudiants**, nous étendrons l'aide à la mutuelle, le soutien aux services de médecine préventive et les dispositifs de prise en charge de la détresse psychologique.

Nous renforcerons le soutien à la recherche

Nous créerons de nouveaux **Domaines d'Intérêt Majeur (DIM)**, des réseaux de recherche thématiques. En dialoguant avec la communauté scientifique, nous identifierons davantage de secteurs à fort potentiel de développement et traitant d'enjeux prioritaires, notamment

dans le champ de la transition écologique. La Région participera aux financements des **gros équipements** de recherche.

Nous développerons également des appels à projet centrés sur la résolution de problèmes régionaux, sur des questions ouvertes, ainsi que des **financements « blancs »**, c'est-à-dire non affectés à des domaines a priori pour permettre l'exploration de nouvelles idées. Nous accompagnerons les équipes de chercheurs pour **simplifier les démarches** et contribuer à mobiliser les différentes sources de financement.

LUTTER CONTRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE

Nous faciliterons l'accès au numérique

Nous renforcerons le réseau de **médiateurs numériques** sur tout le territoire, des aidants numériques pour les publics éloignés du numérique (personnes âgées, handicapées, etc.)

Nous développerons les **formations** au numérique (enseignement du code informatique, maîtrise des réseaux sociaux, élaboration d'un site web...) et nous améliorerons la formation et l'équipement numériques des équipes pédagogiques.

Nous étendrons l'accès aux **tiers-lieux**, en soutenant les collectivités pour implanter des espaces de travail partagés et collaboratifs publics ou associatifs sur tout le territoire, afin que chaque Francilien puisse, près de chez lui, exercer et développer son activité.

Nous améliorerons l'accessibilité numérique des services de la Région

Nous améliorerons l'accessibilité numérique des services publics régionaux, en créant un **incubateur de services numériques du Conseil Régional** pour mieux développer de nouveaux outils et mieux répondre aux problèmes remontés par les usagers des politiques publiques. Nous améliorerons l'accès en open-data des données du conseil régional.

FAVORISER L'INNOVATION

Nous favoriserons l'innovation dans les entreprises franciliennes

Nous inciterons les entreprises franciliennes à développer l'« intraprenariat », un dispositif par lequel une entreprise finance les travaux de recherche de ses collaborateurs afin qu'ils

développent leurs projets tout en conservant leur statut, et qu'à terme le projet puisse voir le jour dans ou hors de la société.

Nous mettrons l'innovation au service de la transition environnementale.

Nous financerons le développement de technologies permettant de construire une industrie verte : biotechnologies, bio-matériaux, réemploi et énergies renouvelables, via des tiers lieux mettant en réseau fournisseurs d'agro-ressources, start ups et collectivités publiques et des expérimentations par la commande publique.

Nous favoriserons la production locale par la création de **fabriques**, des mini-usines industrielles partagées d'impression 3D (matériaux, design, fabrication et post-traitement des pièces) réparties dans toute la région.

Nous mettrons les technologies au service du bien-être des citoyens

Nous soutiendrons notamment le développement des innovations de la **mobilité servicielle**, des solutions numériques pour améliorer les transports du quotidien, nécessaire pour les abonnements globaux (intégrant transports en commun et modes de déplacements individuels) ou la mobilisation des places de parkings vacantes, etc.

Les visages de l'Ile-de-France en commun

Caroline SPAN

« Je soutiens Audrey Pulvar pour promouvoir un numérique inclusif, accessible et responsable au niveau régional. »



Les visages de l'Ile-de-France en commun

Pierre-Alain WEILL

« Nous porterons une nouvelle dynamique, une vision et des valeurs pour donner sens aux investissements dans la recherche et l'innovation. »



TOURISME : RÉINVENTER LA DESTINATION ILE-DE-FRANCE



L'Île-de-France est la première région touristique mondiale. C'est un enjeu majeur en termes d'emplois, de rayonnement et d'ouverture. Or, le tourisme est le secteur le plus durement touché par la crise. La Région, cheffe de file, doit se mobiliser pour **permettre la reprise**.

Mais, même si la page du Covid se tourne et que les voyages reprennent, l'enjeu principal n'est pas de rétablir les choses telles qu'elles étaient. L'Île-de-France doit engager une mutation profonde pour devenir la première destination **d'éco-tourisme participatif** au monde.

...> SOUTENIR LA REPRISE

Nous soutiendrons les acteurs de l'hôtellerie et de la restauration

Pour préserver les capacités d'accueil hôtelières et dans les bars-restaurants face au risque de faillite et éviter les spéculations immobilières, nous créerons une **foncière commerciale** qui assurera un portage immobilier.

En cas de nouvelle fermeture pour confinement, nous soutiendrons les **travaux** visant à améliorer les conditions d'accueil (isolation énergétique et phonique, adaptation des locaux, etc.) et les actions de **formation qualifiante** (langues, gestion, numérique, enjeux écologiques).

Nous mobiliserons des **capitaux** supplémentaires pour investir en fonds propres dans des entreprises stratégiques du secteur.

Nous accompagnerons la reprise du secteur évènementiel

Alors que les dépôts de bilan et les licenciements se multiplient, les aides actuelles ne sont pas suffisantes pour permettre la reprise. La Région interviendra auprès des petites et moyennes entreprises pour **permettre le redémarrage** grâce à une **aide exceptionnelle à l'organisation du 1^{er} évènement**, et un accompagnement à la recapitalisation avec des prises de participation.

Nous encouragerons les départs en vacances des jeunes franciliens

Pour garantir un droit aux vacances pour tous malgré la crise, une opération « **Sac Ados** » avec un chèque vacances pour les jeunes de 16 à 25 ans, sur critères sociaux, sera organisée.

...> FAIRE DE L'ÎLE-DE-FRANCE LA 1^{ÈRE} DESTINATION D'ÉCO-TOURISME PARTICIPATIF

Notre stratégie touristique doit innover au service de notre projet, c'est-à-dire être écologiquement durable et socialement inclusive, et prendre en considération les enjeux de saturation et d'acceptabilité dans certains territoires.

Nous créerons un Fonds de transition écologique du tourisme

Nous accompagnerons les opérateurs dans leurs investissements pour **développer de nouvelles offres d'éco-tourisme**. Nous renforcerons les formations aux enjeux écologiques dans les lycées hôteliers de la Région, nous soutiendrons les démarches de certification aux labels de tourisme durable et responsable et nous favoriserons l'approvisionnement en produits durables et locaux. Les Parcs naturels régionaux développeront des stratégies touristiques avec l'implantation de structures de tourisme nature et des activités

de sport-aventure. Les agriculteurs franciliens seront accompagnés pour développer le **tourisme à la ferme**.

Nous favoriserons le **cyclo-tourisme**, en renforçant notamment la capacité d'accueil des vélos dans les Transiliens et l'aménagement d'itinéraires cyclables structurants.

Nous favoriserons de nouvelles destinations et le tourisme participatif

L'Ile-de-France ne se résume pas à ses fers de lance touristiques que sont Paris, Versailles et le Disneyland de Marne-la-Vallée. Nous renforcerons les actions de promotion en faveur des nombreux centres d'intérêt de la Région.

Pour répondre à une nouvelle demande qui réclame plus d'authenticité, nous soutiendrons le développement du **tourisme participatif** qui implique les visiteurs dans la vie locale. Nous renforcerons le réseau des « greeters » des **ambassadeurs bénévoles** de notre patrimoine historique, naturel et culturel, du « Paris way of life ». Nous créerons un label « **Expérience Paris Ile-de-France** » pour les structures et les particuliers qui proposeront des expériences alternatives, solidaires ou écologiques, dans le champ de l'artisanat d'art, de la gastronomie, du tourisme de mémoire ou du « tourisme lent ».

Nous soutiendrons l'innovation touristique digitale et collaborative

Pour inventer le tourisme du futur, nous stimulerons l'innovation touristique en soutenant les dispositifs d'incubation et de levée de fonds des start-ups du secteur.

Nous porterons une nouvelle alliance touristique des territoires

Pour que les énergies et les investissements se mobilisent dans une direction commune, la Région assumera sa responsabilité de chef de file et construira, avec les collectivités et les acteurs privés, une démarche stratégique et prospective. Nous créerons un **Conseil des territoires** au sein du Comité régional du tourisme pour coordonner l'action infra-régionale et soutenir le développement de tous les territoires.



S'OUVRIR À DE NOUVELLES CLIENTÈLES

Nous ciblerons notre action pour reconquérir les touristes français et les jeunes

Nous développerons une offre à tarifs accessibles aux familles et aux jeunes, en créant un **éco-camping en petite couronne** accessible en métro ou mobilité douce. Nous soutiendrons la **diversification de l'offre hôtelière** en créant des "auberges de famille" sur le modèle des auberges de jeunesse avec des services de garde d'enfants ou des structures offrant des tarifs modulés sur des critères sociaux.

Nous favoriserons l'accueil des **publics scolaires**, en développant les structures d'hébergement dans les Iles de loisir et en soutenant l'offre de colonies et de classes découvertes.

Nous favoriserons la mutation du tourisme international et d'affaires

Pour limiter l'impact carbone du secteur, nous devons revoir les modalités de promotion à l'international pour limiter la massification du tourisme de « grands groupes », favoriser le tourisme individuel, les « city breaks » offrant des **expériences d'exception** et promouvoir des destinations plus diversifiées.

Nous accompagnerons les acteurs du **tourisme d'affaires** pour participer à la stratégie de valorisation à l'international, rationaliser les capacités d'accueil sur le territoire francilien et mener la mutation digitale en améliorant l'équipement des sites de salons et congrès.

Les visages de l'Ile-de-France en commun



Corinne BORD et Jean-Pierre BEQUET

« Le projet d'Audrey Pulvar irrigue l'ensemble de l'Ile-de-France, en révèle toutes les facettes et met en valeur son patrimoine naturel et culturel. »



3^E PARTIE : ENGAGER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, SOLIDAIRE ET DÉMOCRATIQUE

L'urgence climatique est là. Les températures augmentent partout sur la planète et les grandes métropoles comme l'Ile-de-France sont particulièrement touchées. Les ressources s'épuisent, la biodiversité s'effondre. Près de 20 millions de personnes sont déplacées ou réfugiées climatiques dans le monde chaque année.

Pourtant, cinq ans après la signature de l'appel de Paris, **l'Ile-de-France est à la traîne.** Elle n'a pas engagé la transition écologique nécessaire.

Il n'est pas trop tard pour agir, et l'échelon régional est la bonne échelle pour agir de manière structurante. Nous assumerons pleinement notre responsabilité dans la lutte contre le dérèglement climatique et pour la protection de l'environnement. Nous ferons de la région Ile-de-France la région leader de la transition écologique et de la neutralité carbone.

Notre écologie est sociale, car les personnes démunies sont les premières victimes du réchauffement climatique.

Notre écologie est globale, car la transition doit concerner tous les territoires, tous les habitants, toutes les facettes de nos vies.

Notre écologie est positive, car nous avons la conviction qu'elle nous permettra de vivre mieux.

Notre écologie est démocratique, car la transition nécessaire ne sera possible qu'avec l'implication des citoyens, pour décider ensemble de ce qui compte, qu'avec leur participation, pour gérer ensemble nos biens communs.

Les visages de l'Ile-de-France en commun

Roseline SARKISSIAN
Conseillère régionale

« La question environnementale, la question sociale et la question démocratique sont indissociables. Elles constituent la matrice de notre projet pour une autre Ile-de-France. »



Brice GAILLARD

« L'environnement et le climat, visions de long terme, ont toujours été au cœur des engagements d'Audrey Pulvar. »



CITOYENNETÉ : DÉCIDER EN COMMUN



La Région est loin de ses habitants. Elle a peu de liens directs avec eux et elle reste relativement méconnue. Pourtant, les citoyens ne cessent de le dire : ils veulent participer ; ils veulent agir.

Nous voulons **renouer un pacte démocratique avec les Franciliens**. Pour établir ce lien de proximité, nous devons leur offrir de nouveaux lieux et de nouveaux outils de participation.

Nous voulons les associer au cœur de la gouvernance régionale, à l'élaboration des réformes nécessaires pour améliorer le quotidien et engager les transitions.



UNE NOUVELLE GOUVERNANCE CITOYENNE POUR LA RÉGION

Nous instaurerons une Assemblée citoyenne du Long Terme

Elle sera constituée de **citoyens tirés au sort** sur les listes électorales. Elle comportera au moins un tiers de jeunes de moins de 25 ans. Elle sera épaulée et éclairée par un Conseil scientifique.

Cette Assemblée aura pour missions principales de participer aux délibérations régionales et de s'assurer de l'application effective de la **non-régression environnementale** dans les projets structurants de la Région. Elle rendra des avis sur les rapports présentés en séances du Conseil régional et aura aussi le pouvoir de proposer un agenda à l'exécutif régional et d'engager des **référendums d'initiative** locale. La prise en compte de ses recommandations sera régulièrement évaluée.

Nous créons un Comité d'initiative et de Concertation Régional

Cette instance sera destinée à favoriser le **dialogue entre les associations et l'exécutif régional**. Car le tissu associatif, particulièrement dense et vivant en Ile-de-France, mérite d'être mieux associé à la définition des orientations régionales. Il doit aussi être étroitement consulté sur les réformes à mener pour renforcer et rendre plus simples et plus lisibles les soutiens régionaux à la vie associative.

Nous redynamiserons le Conseil Régional des Jeunes

Le tirage au sort des membres du CRJ sera rétabli afin d'améliorer leur représentativité. Ses **prérogatives seront renforcées** par la synergie avec l'Assemblée citoyenne du long terme. Il aura désormais la possibilité d'émettre des avis, des propositions et d'interpeller directement l'exécutif régional, non seulement sur les sujets de la

politique jeunesse mais sur tous les sujets ayant un impact déterminant pour les générations futures.

Nous créerons une Assemblée des territoires d'Ile-de-France

Nous assumerons l'ambition d'être des ensembleurs, de **coordonner les différents acteurs territoriaux** de la Région. Sur le modèle de la Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP), cette Assemblée réunira des élus départementaux, intercommunaux et communaux représentatifs de la diversité de la Région. Elle aura pour mission de favoriser le dialogue, la coopération et la clarification de l'exercice des compétences décentralisées.



DE NOUVEAUX LEVIERS DE PARTICIPATION

Nous mettrons en place un véritable budget participatif

Le budget participatif régional actuel ne concerne que les subventions, et donc le co-financement d'actions menées par des collectivités, des associations ou des entreprises. Nous élargirons le budget participatif en y intégrant les dépenses réalisées directement par la collectivité régionale. Nous renforcerons la visibilité de ce budget participatif pour informer les Franciliens et leur permettre de participer davantage au vote.

Nous instaurerons un référendum régional d'initiative citoyenne

Des référendums pourront être organisés sur les politiques transversales touchant tout le territoire ou sur des projets régionaux localisés. **L'initiative de ces référendums sera partagée.** Ils pourront être proposés par l'Assemblée régionale, par une majorité qualifiée de l'Assemblée citoyenne du Long Terme ou par un nombre suffisant d'électeurs franciliens.

Nous expérimenterons une RTT citoyenne

Pour favoriser l'implication citoyenne, notamment des personnes les plus éloignées de la participation, nous contractualiserons avec les employeurs pour inciter chaque Francilien à consacrer quelques heures par mois à la participation citoyenne, sur leur temps de travail et sans diminution de revenu.

Nous structurerons une communauté de Franciliens engagés

Nous organiserons la communauté des Franciliens, pionniers et précurseurs, engagés dans la transition écologique et solidaire. Cette mise en réseau et cette valorisation permettra de développer le potentiel d'innovation et d'inspiration de cette communauté.

Nous lancerons un appel à projets « Réinventer l'Ile-de-France par les citoyens »

Cet appel à projets aura vocation à soutenir les initiatives locales favorisant la participation, qu'il s'agisse de conduites de projet exemplaires ou d'aménagement de nature participative (urbanisme transitoire, habitat partagé, espaces modulaires et collectifs, kiosques citoyens, jardins partagés, etc).

Nous associerons les citoyens à l'élaboration des outils d'évaluation de notre politique

De nouveaux indicateurs de bien-être et de développement durable sont nécessaires pour mieux évaluer notre action. Nous voulons que ces indicateurs soient élaborés avec les citoyens, tout particulièrement l'Assemblée citoyenne du Long Terme, pour permettre une évaluation indépendante de notre action.

Les visages de l'Ile-de-France en commun

Ernestine CISSE

« Parce que l'Assemblée Citoyenne du Long Terme permettra de réfléchir et d'agir sur notre avenir, je soutiens Audrey Pulvar ».



Les visages de l'Ile-de-France en commun

Eric ALGRAIN

« Avec Audrey Pulvar, pour qu'associatifs et habitant.e.s d'Ile-de-France respirent au rythme d'une citoyenneté active et contributive. »



UNE RÉGION QUI RESPIRE MIEUX



La pollution est la première cause de mortalité prématurée dans le monde, selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). La pollution de l'air demeure donc légitimement une des préoccupations principales des Franciliens, d'autant que **la Région Ile-de-France est la plus polluée** de France.

Malgré certaines améliorations, chaque jour, plus d'1,5 million de Franciliens, notamment des enfants, des personnes âgées, des malades chroniques, sont exposés à des niveaux de pollution supérieurs aux normes.

ORGANISER DES TRANSPORTS MOINS POLLUANTS

Nous favoriserons les mobilités moins polluantes

Notre politique de mobilité sera structurée autour d'un objectif central : favoriser les modes de déplacements les moins polluants. C'est tout particulièrement le cas de notre engagement phare de renforcer et d'améliorer les transports en commun et de les rendre plus accessibles par la gratuité. Nos autres engagements contribueront

également à cette dynamique, notamment le soutien accru aux mobilités douces - la marche et le vélo - le développement du co-voiturage et de l'autopartage, etc.

Nous mettrons en œuvre une écotaxe poids lourds

Nous mettrons en œuvre une écotaxe pour les poids lourds polluants en transit dans la Région. Le produit de cette taxe sera affecté au financement de la mise en place de la gratuité et des investissements dans les transports en commun.

Nous sortirons progressivement du diesel

À l'issue d'une large concertation avec l'État, les collectivités, les acteurs associatifs et économiques et les habitants, nous proposerons l'extension progressive de la Zone à Faible Émission (ZFE) qui interdit les véhicules les plus polluants. Cette extension s'accompagnera d'un renforcement des aides aux entreprises et aux ménages défavorisés pour acquérir des véhicules moins polluants.



SURVEILLER ET AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIR

Nous renforcerons les mesures de la pollution

Pour lutter contre un risque, il faut le mesurer. Et les résultats de ces mesures doivent être rendus publics, en toute transparence. Nous renforcerons donc les mesures des différentes pollutions de l'air, en multipliant les sites pérennes suivis par Airparif, et en y intégrant pleinement les mesures des pesticides. Nous soutiendrons les collectivités et les acteurs associatifs ou économiques, pour déployer dans tous les territoires de la Région, un réseau de « capteurs de proximité », fixes ou mobiles.

Nous limiterons les pollutions de l'air intérieur

Notre mobilisation pour la santé environnementale se traduira dans plusieurs mesures d'amélioration de la qualité de l'air intérieur. Tout programme d'équipement régional ou de logement aidé par la Région devra intégrer un haut niveau d'exigence

sur cette thématique. Nous lancerons un **Plan pour la qualité de l'air intérieur dans les lycées**. Enfin, le programme d'assainissement de l'air dans les réseaux de transports souterrains sera accéléré.

Nous lutterons contre les pesticides

Nous porterons une politique agricole régionale visant à intégrer la question des produits impliqués dans la pollution de l'air (pesticides, ammoniac, etc.) dans les critères de conditionnalité des aides. Nous nouerons avec les agriculteurs des contrats de transition pour leur permettre de protéger leur santé et celles des habitants, en sortant de l'utilisation de ces polluants dangereux et en engageant leur conversion biologique.

Nous ferons de la résorption des points noirs environnementaux une priorité territoriale dans l'action régionale

Certains territoires de la Région cumulent un fort taux de pauvreté, un faible accès aux espaces verts, une forte exposition à la pollution et au bruit. Ces territoires feront l'objet d'un traitement spécifique pour accélérer la mise en œuvre de nos politiques de transition écologique et sociale.

Les visages de l'Île-de-France en commun



Emilie AGNOUX et Nicolas MARLY

« Nous soutenons Audrey Pulvar car nous voulons une région exemplaire et déterminée à lutter contre la pollution ! »

UN AMÉNAGEMENT DURABLE



Nous voulons un aménagement qui n'oppose pas l'ambition sociale et l'ambition écologique. Pour cela, il nous faut dans le même mouvement « réhabiliter l'acte de construire » pour créer les logements et les équipements nécessaires et limiter drastiquement l'artificialisation des sols. Cela suppose nécessairement de densifier les usages de certains espaces urbains tout en les rendant plus agréables à vivre.

LIMITER L'ÉTALEMENT URBAIN ET L'ARTIFICIALISATION DES TERRES

Nous défendons un urbanisme sobre en occupation du sol

L'artificialisation des sols met en péril la biodiversité et prive nos agriculteurs de terres de qualité.

Nous définirons une **stratégie pour atteindre le « Zéro artificialisation nette »** à l'horizon 2030 et nous nous doterons, dans le nouveau Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF), des outils de planification, des dispositifs fiscaux et des procédures d'aménagement nécessaires pour réduire drastiquement l'artificialisation brute avant la fin de la mandature.

Cette stratégie « Zéro artificialisation nette » sera établie en étroite **concertation avec les autres collectivités**, au sein de la Conférence territoriale de l'action publique, afin qu'elles participent de la définition et de la mise en œuvre de cet objectif ambitieux, et le traduisent dans leurs documents d'urbanisme.

Nous recréerons la « ville sur la ville »

Nous impulserons un grand programme régional « Recréer la ville sur la ville » de **transformation des m² inutilisés**, sous utilisés ou mal-utilisés en logements, notamment dans les friches industrielles, ferroviaires et commerciales. Nous porterons un programme ambitieux de **transformation de bureaux** en logements,

alors qu'une évolution profonde de l'immobilier de bureaux s'est engagée sous l'effet de la crise et du développement du télétravail.

Nous mènerons **des opérations de régénération urbaine sur certaines zones urbaines peu denses de la région**, en privilégiant la dynamisation et la rénovation des centres villes et non la création de nouvelles zones pavillonnaires.

Nous mènerons des concertations exemplaires

Un nombre croissant d'opérations d'aménagement fait l'objet de contestations importantes. Certains opposent les objectifs de création des logements et emplois nécessaires aux habitant·e·s, à des objectifs de préservation de l'environnement. Nous voulons porter une ambition et une méthode qui conjuguent les deux, à l'échelon régional global comme dans chaque opération.

Nous mènerons des concertations approfondies et innovantes. Nous développerons le recours à des « **garants** » **externes de la qualité de la concertation**, chargés de favoriser et de restituer la parole des habitant·e·s, des usagers, des acteurs économiques, des élus mais aussi des associations de protection de l'environnement. Cette démarche aura pour objectif de faire émerger des diagnostics partagés et de co-construire des projets de territoires qui prennent en compte la diversité et la complexité des besoins exprimés.



CONSTRUIRE DURABLE

Nous privilégierons l'usage de matériaux écologiques

Dans les opérations soutenues par la Région, nous privilégierons la rénovation à la démolition-reconstruction et la création de **bâtiments très économes en énergie et accueillants pour la biodiversité**. Nous ferons le choix de matériaux de réemploi, écologiques ou **bio-sourcés**, par exemple le bois ou le béton de chanvre.

Nous rendrons la ville plus résiliente

Nous soutiendrons la création de **nouveaux espaces de respiration** dans la ville dense, et nous développerons la végétalisation de l'espace public et du bâti pour lutter contre les îlots de chaleur. Au sein des **immeubles eux-mêmes**, dans la perspective d'éventuels nouveaux confinements, nous favoriserons les projets offrant plus d'espaces extérieurs - des balcons individuels ou des terrasses collectives - ainsi que des espaces communs, mutualisés et modulaires (laverie, salle de jeux, espace de travail, etc.).

Nous renforcerons la mixité des usages de la ville

Pour rééquilibrer les territoires de la Région, limiter les déplacements subis et rapprocher les emplois des domiciles, il faut **créer partout des villes « mixtes », des villes « productives »**. Nous soutiendrons cette évolution, en accompagnant le développement du télétravail et en favorisant la réinstallation des commerces et des services dans les petites villes.

Les visages de l'Ile-de-France en commun



Ayda HADIZADEH et Sacha BENTOLILLA

« L'Ile-de-France a besoin d'un modèle d'aménagement fondé sur la protection des sols et de la biodiversité. C'est une priorité pour Audrey Pulvar. »

RESPECTER LA NATURE ET LA BIODIVERSITÉ



Notre Région possède un patrimoine naturel très riche, mais sa biodiversité décline rapidement sous l'effet de l'étalement urbain et de l'agriculture intensive. Il nous faut agir dès maintenant pour sauver le vivant en Ile-de-France. Pour cela, nous devons préserver nos espaces naturels mais aussi remettre de la nature au cœur de la ville.

PROTÉGER ET RESTAURER LA BIODIVERSITÉ

Nous créerons de nouvelles aires naturelles et de nouvelles continuités écologiques

Nous devons recréer une véritable **trame verte et bleue** sur le territoire régional, constituée d'espaces naturels protégés, de réservoirs de biodiversité répartis de manière équilibrée sur le territoire, et de corridors écologiques qui les relie. Nous favoriserons la prise en compte de ces « chemins de la nature » dans les **documents d'urbanisme** et nous soutiendrons les collectivités dans le traitement des principaux obstacles. Nous protégerons davantage d'aires naturelles. Nous créerons au moins 10 nouvelles **Réserves Naturelles Régionales (RNR)** dans la mandature pour protéger et valoriser des sites au patrimoine

naturel riche mais fragile. Nous renforcerons les moyens des **Parcs Naturels Régionaux** pour développer l'accueil, la sensibilisation des habitants et des acteurs économiques et les programmes de recherche. Le projet de création d'un Parc naturel régional sur le Bocage Gâtinais sera relancé.

Nous valoriserons la biodiversité

Nous mènerons une politique qui laisse toute sa place aux autres êtres vivants et nous nous assurerons qu'aucune des actions de la Région ne soit défavorable à la biodiversité. Nous ne devons pas seulement protéger les espèces rares ou menacées mais bien toute la nature « ordinaire », qu'il s'agisse d'insectes pollinisateurs ou d'oiseaux familiers, car c'est désormais l'ensemble du vivant qui est menacé. Nous développerons les actions de formation et de **sensibilisation**, notamment

à destination du jeune public. Nous renforcerons le soutien régional aux organismes dédiés (Agence régionale pour la biodiversité et Agence pour les espaces verts) et aux acteurs associatifs qui contribuent à **l'observation participative** et à la protection de la biodiversité.

Nous restaurerons des rivières d'exception

Au moins une rivière dans chaque département de la grande couronne bénéficiera d'une opération de **restauration écologique** complète pour redevenir pleinement sauvage.

Des forêts mieux protégées, exploitées durablement et plus accessibles

Pour offrir à tous les Franciliens un **accès à un espace naturel ou récréatif à proximité**, il faut que les forêts soient plus facilement accessibles. Cela implique de faire évoluer nos transports en commun - qui relie aujourd'hui uniquement les centres-villes - pour créer quelques arrêts en pleine nature et d'engager une action volontariste de reforestation de notre territoire. Nous soutiendrons une exploitation durable de la filière bois et la création de « réserves biologiques intégrales », notamment dans les forêts les plus proches de la zone dense.

Nous créerons un « Conseil territorial des forêts » pour concilier avec tous les acteurs ces différents enjeux.



REMETTRE DE LA NATURE EN VILLE

Pour limiter les émissions de gaz à effets de serre, rafraîchir et embellir la ville, il faut y remettre de la nature.

Nous soutiendrons la végétalisation de l'espace public

Chaque francilien doit **pouvoir accéder à pied à un espace vert à pied**. Nous soutiendrons la création de jardins en ville, en priorité dans les communes carencées, en favorisant des projets écologiques, en gestion différenciée, économes en eaux et privilégiant les espèces indigènes. Nous favoriserons les projets de **débitumation et de végétalisation** de l'espace public, les expérimentations de bocages urbains, le développement de l'agriculture urbaine et de la végétalisation citoyenne et participative.

Nous végétalisons le bâti

Nous nous assurerons que tous les **projets d'aménagement et de logement** soutenus par la Région préservent au maximum la pleine terre et intègrent la végétalisation dans les murs, sur les toits et les terrasses.



AVOIR UNE POLITIQUE DE L'EAU

Nous assumerons la responsabilité de cette ressource essentielle

La loi permet aux Régions de prendre en charge la politique de l'eau. Contrairement aux choix faits jusqu'à aujourd'hui, nous assumerons la responsabilité de cette ressource essentielle. Nous mettrons en place un **Parlement régional de l'eau**, rassemblant les collectivités, les experts, les associations, et des **contrats de bassins versants** visant à surveiller la qualité de l'eau, restaurer la morphologie des cours d'eau, identifier et traiter les sources de pollution et développer l'éco-tourisme.

Nous soutiendrons la gestion locale de l'eau

La restauration de zones naturelles d'expansion de crues ont fait la preuve de leur efficacité lors des récents épisodes d'inondation en Ile-de-France. Nous accompagnerons les collectivités dans la mise en œuvre de la Gestion des Milieux Aquatiques et la **Prévention des Inondations** (GEMAPI), en restaurant ces zones humides. Un mécanisme de financement régional pour la désimperméabilisation des sols et la modernisation des réseaux de collecte et d'assainissement viendra compléter l'insuffisance des dispositifs actuels. Nous aiderons les collectivités qui souhaitent s'engager dans une **gestion en régie directe** de l'eau.

Les visages de l'Ile-de-France en commun

Martina MODOTTI

« L'éducation à l'environnement est fondamentale. Audrey Pulvar lui redonnera toute sa place. »



Les visages de l'Ile-de-France en commun

Maxime ZUCCA

« Je m'engage à porter la cause de la cohabitation harmonieuse entre les humains et les autres êtres vivants. »



UNE RÉGION SOBRE ET CIRCULAIRE



Pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et respecter notre objectif de neutralité carbone en 2050, il faut accélérer la transition énergétique. Cette transition passe d'abord par la sobriété énergétique et par le déploiement des énergies renouvelables. Elle passe aussi par la structuration d'une économie circulaire qui vise le « zéro déchet » et le réemploi systématique, pour limiter la surexploitation des ressources. L'administration régionale devra être exemplaire dans tous ces domaines.

FAIRE LE PARI DE LA SOBRIÉTÉ ET DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Nous mènerons un grand programme d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments

Ce programme de rénovation thermique concernera les logements sociaux, les équipements publics mais aussi les copropriétés et les bâtiments hébergeant des entreprises industrielles ou de service. Il impliquera la mise en place d'un **guichet**

régional unique d'aide, des aides complémentaires aux aides existantes et une démarche de formations accrues et de labélisation dans les métiers de la rénovation.

Cette action conjuguera un engagement écologique et une ambition sociale forte, puisqu'elle améliorera le confort pour tous les Franciliens concernés, et qu'elle permettra de réduire la **précarité énergétique**, la facture d'énergie pouvant peser lourd dans le budget des ménages modestes.

Nous viserons une Région 100 % renouvelable

Pour accélérer la transition vers une énergie 100 % renouvelable, nous investirons massivement pour soutenir les **initiatives locales de production d'énergies**.

Nous accélérerons le déploiement de « parcs solaires » sur le patrimoine régional mais aussi par les collectivités, les bailleurs et les entreprises. Dans la zone dense, nous privilégierons le photovoltaïque en toiture, le biosolaire mêlant panneaux et végétalisation, la géothermie et la récupération de chaleur des réseaux d'égouts, des data-centers, etc. Nous développerons la production de biométhane, d'hydrogène vert, de biomasse, d'énergie hydroélectrique de proximité et le parc éolien. Nous favoriserons **l'implication des habitants** en soutenant des projets de coopératives de production d'énergies renouvelables, d'auto-consommation et de boucles énergétiques locales.



UNE RÉGION CIRCULAIRE : OBJECTIF ZÉRO DÉCHET

Nous réduirons les déchets à la source

Le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas. Nous développerons les actions de **sensibilisation**, notamment dans les lycées. Nous soutiendrons les programmes locaux de réduction des déchets, par exemple les initiatives visant à **proscrire l'usage unique du plastique**, à mobiliser des collectifs citoyens ou des quartiers dans une perspective « zéro déchet » et à lutter contre le gaspillage alimentaire.

Nous favoriserons le réemploi

Nous soutiendrons le développement d'un réseau fin de **structures du réemploi** sur tout le territoire francilien : ressourceries, recycleries, ateliers d'auto-réparation, etc., car ces structures sont porteuses d'un nouveau modèle de développement, d'emplois locaux et de lien social.

Nous promouvons les expérimentations de **consigne pour réemploi** auprès des entreprises franciliennes.

Nous développerons le tri et le recyclage

La part des déchets triés est nettement moins élevée en Ile-de-France que la moyenne nationale. Pourtant les déchets triés sont des ressources désormais essentielles. Il est donc impératif de réduire rapidement la part des déchets incinérés ou enfouis dans les décharges.

Nous renforcerons encore les pratiques de tri dans les lycées et les bâtiments régionaux pour être exemplaires. Nous valoriserons l'utilisation des **déchets de chantier** dans la construction, le recyclage des déchets textiles et des équipements électroménagers.

Nous favoriserons la création d'une véritable **filière de valorisation des bio-déchets**, qui structure des collectes industrielles ou intermédiaires, ses débouchés de méthanisation, un réseau de plateformes de compostage qui couvre le territoire régional, et l'utilisation de leur produit pour revitaliser les sols de la Région.

Les visages de l'Ile-de-France en commun



Michèle VITRAC-POUZOLET
et Morgan BOUGEARD

« Nous devons adopter une consommation raisonnable et raisonnée, passant par la sobriété énergétique et une politique du "zéro déchet". »

AGRICULTURE ET ALIMENTATION : UN NOUVEAU MODÈLE DU CHAMP À L'ASSIETTE



La moitié de l'Ile-de-France est agricole. Pourtant nous continuons à importer l'essentiel de ce que nous mangeons, alors que la grande majorité des exploitations agricoles franciliennes restent intensives et tournées vers la grande culture de céréales et l'export. Seuls 5 % de la surface agricole sont cultivés en bio. En outre, au cours de la prochaine décennie, la moitié des agriculteurs et agricultrices partiront à la retraite.

Nous voulons créer un nouveau lien entre les territoires urbains et les territoires ruraux de notre Région. Car les Franciliens sont en attente de produits sains et locaux. Nous voulons favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs, leur garantir un revenu décent et leur permettre d'évoluer vers un modèle de production plus respectueux de notre environnement et du bien-être animal, riche en emplois non délocalisables. Nous voulons permettre aux habitant·e·s de consommer local, dans la restauration collective comme dans leurs achats individuels. L'alimentation, c'est la santé. L'agriculture, c'est un projet d'avenir pour l'Ile-de-France.



UNE PRODUCTION ET UNE CONSOMMATION DURABLES ET LOCALES

Nous accélérerons la transition vers une agriculture respectueuse de l'environnement

Malgré le transfert à l'État de la majorité des aides en matière agricole et le manque d'ambition de la nouvelle Politique Agricole Commune, la Région développera l'aide à la certification et au maintien de l'agriculture biologique. Les aides à l'investissement seront conditionnées à des objectifs agro-écologiques. Nous nouerons des contrats de transition avec les producteurs pour favoriser des pratiques environnementales exigeantes

(zéro pesticide, bas niveau d'intrants, diversité de l'assolement et des rotations, associations culturales, développement des pratiques favorables à la biodiversité comme les prairies, les haies, les mares, etc.).

Nous nous mobiliserons auprès du Ministère de l'Agriculture pour que l'agroécologie soit systématiquement enseignée dans tous les lycées agricoles d'Ile-de-France et pour la création d'un nouveau lycée exclusivement dédié à l'agroécologie.

Nous agissons en faveur du bien-être animal

Nous refuserons tout soutien aux élevages d'animaux hors sol et nous intégrerons le bien-être animal dans les critères d'attribution des marchés publics de la restauration collective.

Nous favoriserons la consommation locale

Nous renforcerons les actions en faveur de la diversification des productions (fruits, légumes frais, légumineuses, vignobles, champignons, floriculture, filière bois, éco-matériaux comme le chanvre, etc.). Le label « Produit en Ile-de-France » sera redéfini pour permettre un soutien renforcé aux producteurs ayant opté pour l'agroécologie et orientant leurs productions en circuits courts. La composition de l'organisme associé « Ile-de-France Saveurs » sera revue afin de permettre notamment la représentation des consommateurs.

Dans les cantines des lycées régionaux, nous viserons le 100% bio ou durable, local et le zéro plastique, sans augmentation des tarifs. Des alternatives végétariennes régulières seront proposées.

Nous développerons la vente directe et en circuits courts

Nous favoriserons la vente directe en soutenant les AMAP, le développement des marchés locaux existants et la création de marchés locaux ou de halles alimentaires, garantissant des produits durables et locaux à prix accessibles. Nous favoriserons l'installation des commerces alimentaires et de restaurateurs qui s'approvisionnent en produits durables et locaux. Plus largement, nous soutiendrons la structuration de filières et de coopératives, pour une logistique et une transformation responsable des aliments (conserveries, etc.).

FACILITER L'INSTALLATION ET LA VIE DES AGRICULTEURS

Nous protégerons les terres agricoles

Pour créer une véritable « ceinture maraîchère » en Ile-de-France, notre politique d'aménagement sera structurée autour de la volonté de mettre un terme à l'artificialisation des sols et l'étalement urbain et donc de préserver les espaces naturels et les terres agricoles.

Nous accompagnerons les installations de nouveaux agriculteurs

Pour favoriser l'installation de nouveaux producteurs et permettre le renouvellement des générations et la féminisation des professions agricoles, il faudra nécessairement intervenir sur le foncier agricole et sur les conditions de travail.

Un fonds public de portage transitoire opérationnel du foncier agricole sera créé, en partenariat avec des acteurs associatifs comme Terre de liens, pour faciliter la transmission et « faire pousser » de nouvelles fermes à taille humaine en Ile-de-France. L'Agence régionale des Espaces Verts (AEV) sera repositionnée pour aider les projets d'installation respectant des

critères agro-écologiques, renforcer ses acquisitions foncières. Nous aiderons les communes dans l'acquisition de terres en vue d'une production locale et biologique. Nous soutiendrons également l'implantation de nouveaux projets d'agriculture urbaine.

Nous favoriserons l'emploi agricole, en aidant au recrutement d'emplois saisonniers et en soutenant l'insertion par l'activité économique dans le secteur agricole. Nous agirons pour l'amélioration des conditions de travail, en lien avec les partenaires sociaux et nous protégerons la santé des agriculteurs en aidant la recherche et le développement des alternatives aux pesticides. Nous soutiendrons les agriculteurs dans leurs négociations avec la grande distribution.



POUR UNE DEMOCRATIE ALIMENTAIRE

Nous établirons un nouveau Pacte pour l'agriculture et l'alimentation

Nous organiserons en début de mandat des rencontres de l'agriculture et de l'alimentation pour définir un nouveau Pacte avec l'ensemble des acteurs : la Chambre d'Agriculture et la Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FRSEA) mais aussi la Confédération paysanne, le Groupement des Agriculteurs Biologiques (GAB), le réseau des AMAP, Terre de liens, les associations de consommateurs et les associations environnementales.

Nous ferons des Franciliens des « consommacteurs » de l'alimentation

Les Franciliens seront des acteurs centraux de la conversion de notre agriculture. Nous mettrons en place des Maisons régionales de l'alimentation durable pour promouvoir l'éco-citoyenneté alimentaire (découverte des producteurs locaux, ateliers de cuisine, sensibilisation à la consommation responsable de saison, éducation au goût...). Nous développerons les actions de sensibilisation dans les lycées.

Les visages de l'Ile-de-France en commun



Carinne THIERRY et Alain BERGER

« Audrey Pulvar sait que le consommateur francilien est un acteur incontournable pour développer une agriculture durable. »

UNE NOUVELLE ALLIANCE POUR LE CLIMAT



Le 12 décembre 2020, Audrey Pulvar signait en présence de Jean Jouzel et d'Anne Hidalgo, l'Alliance des élu.e.s, citoyennes et citoyens franciliens pour la responsabilité climatique.

DE NOUVEAUX OUTILS POUR MENER LA TRANSITION

Pour changer nos modes de vie, il faut changer nos modes d'action.

Nous adopterons un « Budget vert » régional

Pour rendre effectif le **principe de non-régression**, nous établirons un « Budget vert ». L'empreinte carbone et biodiversité de chaque action régionale sera évaluée. La contribution de chaque ligne budgétaire à l'atteinte de nos objectifs climatiques sera précisée.

Nous mobiliserons des finances vertes

Pour financer les investissements nécessaires à la transition, nous aurons recours à une finance durable, en émettant des **obligations vertes**, qui garantiront la transparence quant à l'utilisation des fonds collectés.

Nous conditionnerons les aides régionales à des critères sociaux et environnementaux

Pour inciter l'ensemble des acteurs - collectivités, entreprises, associations - à s'engager dans la transition, les aides régionales seront modulées selon des critères sociaux et environnementaux (bilan carbone, impact

sur la biodiversité, maintien de l'emploi, qualité du dialogue social, égalité femmes-hommes, etc.). Pour améliorer la prise en charge des enjeux environnementaux par l'ensemble des acteurs qu'elle soutient, la Région se dotera d'un corps renforcé **d'écologues**, des spécialistes de l'analyse de l'environnement et pourra mettre cette ingénierie à disposition.

Nous créerons un Institut de la Transition Ecologique

Pour orienter la recherche et l'innovation vers la transition écologique, nous créerons un Institut de la Transition Ecologique. Il aura pour mission de créer des synergies entre des laboratoires de recherche, les agences environnementales régionales (ARB, AEV, AREC, Bruitparif, etc.), les associations et d'être un incubateur et une pépinière d'entreprises.

CONSTRUIRE LES RÉPONSES AVEC LES CITOYENS

Nous multiplierons les actions de sensibilisation et de formation à l'écologie

Les mesures nécessaires pour respecter nos engagements climatiques ne sont pas toujours bien comprises ou acceptées par tous. Il ne s'agit plus seulement d'œuvrer pour la prise de conscience de l'urgence climatique mais bien de promouvoir les réponses nécessaires en termes d'évolution des comportements individuels et collectifs.

Nous mettrons en place une plate-forme pédagogique d'information du public sur les enjeux de pollution de l'air. Nous soutiendrons les associations qui mènent des actions de sensibilisation ou de science participative. Nous développerons un parcours d'éducation à l'environnement tout au long de la scolarité.

Nous installerons une Assemblée Citoyenne du Long Terme

Cette assemblée sera composée de Franciliennes et de Franciliens tirés au sort. Elle aura pour mission de garantir la prise en compte des intérêts de long terme de la biodiversité et de nos conditions de vie sur terre, dans les décisions relevant des compétences de la Région. (cf Partie Citoyenneté).

Nous créerons un « Corps civil de transition écologique et solidaire »

Ce Corps civil de Transition écologique et solidaire permettra chaque année à 50.000 **jeunes Franciliens** de s'engager dans l'action pour le climat. Ils seront mobilisés pour mener les grands chantiers de la transition écologique. Sur le modèle du service civique, ce volontariat pour le climat sera rémunéré et organisé sur des horaires permettant aux jeunes de poursuivre leurs études. Nous expérimenterons également la mise en œuvre d'un **revenu de transition écologique**.

Les visages de l'Ile-de-France en commun

Claire LEVY

« Pour une Ile-de-France résiliente, sociale, qui mène la transition écosystémique indispensable pour le climat et la biodiversité, je soutiens Audrey Pulvar. »



Les visages de l'Ile-de-France en commun

Julien RIPPERT

« Alliance pour le climat : nous nous donnerons les moyens de notre ambition : humains, budgétaires et organisationnels. »



MESURER NOS PROGRÈS : DE NOUVEAUX INDICATEURS DE BIEN-ÊTRE ET DE DÉVELOPPEMENT

Utiliser le seul indicateur du PIB pour mesurer la performance de notre action, c'est nier l'impact que nos modes actuels de consommation et de production ont sur le climat et l'état de la planète. **Ne mesurer que la production de richesse, c'est ne pas prendre en compte ce qui est difficile dans la vie en Ile-de-France aujourd'hui** : le temps passé dans les transports, le bruit, la cherté des loyers, le manque d'espaces verts dans la zone dense, les inégalités criantes, les territoires relégués, etc.

Nous voulons une Région plus respectueuse de la vie des générations futures, plus épanouissante. Nous voulons passer d'une Ile-de-France dont on subit les désagréments à une Ile-de-France que l'on choisit pour sa qualité de vie.

Nous devons donc nous doter de **nouveaux outils de mesure du progrès**, des indicateurs de bien-être et de développement. Et, pour renouer le pacte de confiance démocratique qui doit lier les élus et les citoyens, nous voulons définir avec eux les outils d'évaluation de notre action.

DÉCIDER AVEC LES CITOYENS DE CE QUI « COMPTE »

Nous construisons ces nouveaux indicateurs avec les citoyens

Le choix d'indicateurs n'est pas un choix technique mais un choix politique. Nous voulons faire ce choix avec les citoyens, c'est pourquoi nous donnerons à l'« Assemblée citoyenne du long terme », composée de citoyens tirés au sort, la mission d'élaborer ces nouveaux indicateurs.

Nous mettrons en place un « Observatoire régional de la transition écologique et sociale »

Des travaux scientifiques seront menés pour éclairer les débats citoyens. Un observatoire aura pour mission d'identifier, collecter, produire les données manquantes et les analyser pour tous les territoires de la Région, en partenariat avec les universités et les organismes publics.

ÉVALUER LE BIEN-ÊTRE ET LE DÉVELOPPEMENT

Nous proposerons un nouvel indicateur synthétique du bien-être

Nous devons assumer que l'enjeu central de notre action est le « bonheur citoyen », celui d'aujourd'hui comme celui de demain. Pour l'évaluer, nous travaillerons, avec les citoyens, à l'élaboration d'un indicateur synthétique de développement humain, qui pourrait prendre en compte le niveau de vie, mais aussi la santé, l'éducation, les inégalités, les conditions de vie et l'environnement.

Nous créerons un indicateur écologique régional

Cet outil d'évaluation environnementale sera un élément essentiel pour mesurer la **soutenabilité de notre développement** et pour éclairer la prise de décision politique. Cet indicateur pourrait notamment prendre en compte les émissions de gaz à effet de serre et la pollution de l'air, l'artificialisation des sols, la part d'agriculture biologique, la préservation des zones humides, et l'évolution de la biodiversité, la part des énergies renouvelables et des mobilités moins polluantes, ainsi que la santé environnementale. Nous mènerons également un travail approfondi avec l'ADEME pour calculer « **l'empreinte carbone régionale** ».

Nous permettrons une évaluation indépendante de notre action

Ces indicateurs, transparents et légitimes car décidés par les citoyens, permettront de mesurer de manière indépendante et régulière l'impact de nos politiques et de déterminer si des progrès ont été réalisés ou pas.

Les visages de l'Ile-de-France en commun

Emmanuelle COSSE Ancienne Ministre

« Des indicateurs s'imposent tant pour présenter des perspectives aux Franciliens que pour mesurer les progrès réalisés. »

Claude NAVA Économiste

« Transformer l'IdF pour en faire la première région écologique et solidaire exige de se doter de nouveaux indicateurs. »



4^E PARTIE :

PRENDRE SOIN DE TOUS, LUTTER CONTRE TOUTES LES INÉGALITÉS

Notre ambition, c'est de **réduire les fractures sociales et territoriales de l'Ile-de-France** pour renforcer la cohésion de notre territoire. Notre objectif, c'est que la région la plus riche de France cesse d'être également la plus inégalitaire et devienne la plus solidaire.

Il est temps de rétablir les liens de solidarité, les filets de sécurité, les dispositifs d'accès aux droits pour ceux qui en sont éloignés, qui n'y ont pas ou plus recours.

La **promesse républicaine d'égalité effective dans tous les territoires** et pour tous les habitants de la Région doit être tenue.

Pour lutter contre toutes les formes d'inégalités, nous voulons donc faire de l'Ile-de-France une **Région féministe** qui garantisse une égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Nous voulons faire de l'Ile-de-France une **Région accessible et inclusive** pour les personnes en situation de handicap.

Nous voulons une **Région solidaire**, qui prend soin des personnes vulnérables, des personnes démunies, qui sont les premières victimes de la crise économique et sociale causée par l'épidémie de covid.

Nous voulons une **Région qui lutte contre toutes les discriminations**, une Région où chacun, quel que soit son genre, sa couleur de peau, son quartier d'origine, sa religion, son handicap ou son orientation sexuelle puisse être soi-même, trouver sa place et se dire « J'ai ma chance ».

Nous voulons enfin **une Région qui n'oublie aucun de ses territoires**, et qui assume de mobiliser davantage de moyens pour ceux qui en ont le plus besoin, qu'il s'agisse des quartiers « prioritaires » ou des zones rurales. Une Région qui fasse vivre le dialogue, la coopération et la solidarité entre toutes ses collectivités.

Les visages de l'Ile-de-France en commun

Judith SHAN

« La méthode participative redonne confiance aux Francilien.ne.s. Avec Audrey Pulvar, la région redeviendra un bouclier social. »



Eric PLIEZ Maire du 20^e arr. de Paris

« Pas de justice environnementale sans justice sociale, nous ne laisserons aucun.e Francilien.ne au bord de la route. »



POUR L'ÉGALITÉ RÉELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES



Le mouvement #MeToo a suscité une prise de conscience. Mais, malgré les progrès réalisés ces dernières années, les injustices, discriminations, et violences à l'égard des femmes persistent. Dans ce contexte, l'Ile-de-France doit être à l'avant-garde pour changer les choses.

Nous voulons faire de l'Ile-de-France une Région féministe. La lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes doit être portée dans toutes les politiques régionales. Nous devons garantir à toutes les Franciliennes un environnement plus sûr et une égalité réelle dans tous les domaines de la vie sociale, professionnelle et économique.

GARANTIR LA SÉCURITÉ ET AMÉLIORER LA VIE QUOTIDIENNE DES FRANCIENNES

Nous renforcerons la sécurité dans les transports

La sécurité dans les transports sera améliorée grâce à la généralisation des arrêts de bus à la demande, pour être déposé au plus près de son domicile, et la réalisation de « diagnostics sécurité » autour des gares et des arrêts pour identifier et traiter les lieux facteurs d'insécurité.

Nous mettrons en œuvre une campagne annuelle de prévention et une charte des comportements respectueux dans les transports et tous les agents des transports seront formés à la médiation, à la lutte contre le harcèlement sexuel ainsi qu'au recueil de la parole des victimes.

Nous lutterons davantage contre les violences faites aux femmes

Nous mettrons en place, avec les collectivités locales, un **parcours d'accompagnement pour les femmes victimes de violence**, en facilitant le dépôt de plainte et la mise à l'abri, avec des bons taxis, de la garde d'enfant en cas de départ du domicile,

des consultations juridiques et psychologiques gratuites. Nous soutiendrons la création de logements d'urgence dédiés.

Nous accompagnerons les femmes en situation de précarité

Nous poursuivons l'ouverture de **Haltes et de structures d'hébergement dédiées aux femmes sans-abri**. Un Bus santé circulera pour améliorer notamment l'accès à la prévention et aux soins des femmes en grande précarité.

Nous généraliserons la gratuité des protections menstruelles pour les jeunes femmes

Les protections menstruelles gratuites dans les collèges, les lycées et les universités de la Région, seront généralisées, en partenariat avec les collectivités locales. Cette gratuité bénéficiera aussi aux femmes en situation de précarité.

Nous mettrons en place un Pass contraception

Ce Pass contraception régional viendra compléter, notamment en grande couronne, l'action du Planning familial, en finançant, pour les jeunes femmes, des consultations, des dépistages, des contraceptifs, etc.

ATTEINDRE L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Nous favoriserons l'égalité femmes-hommes dans l'entreprise

L'égalité salariale femmes-hommes constituera un des critères de modulation des aides régionales aux grandes entreprises. Nous négocierons avec les partenaires sociaux pour **aboutir à des accords globaux portant sur l'égalité des salaires et des carrières**, l'équilibre vie professionnelle – vie personnelle, la féminisation de certaines professions, la place des femmes dans les instances dirigeantes, etc.

Nous soutiendrons les femmes dans la recherche d'emploi et la création d'entreprise

Nous renforcerons les actions spécifiques pour le **retour à l'emploi des femmes éloignées de l'emploi** (bilan de compétences, accompagnement individualisé, formations). Nous renforcerons l'accompagnement dans la création d'activité, notamment par un financement et des garanties spécifiques pour lever les freins bancaires. Nous créerons un pôle d'innovation « **Entreprendre au féminin** » et nous développerons les dispositifs d'incubation et de pépinière dédiés à l'entreprenariat féminin.

UNE RÉGION EXEMPLAIRE QUI ÉDUQUE À L'ÉGALITÉ

Nous mettrons l'égalité au cœur des projets éducatifs

Nous lancerons un programme « **Génération Égalité** » dans les lycées, avec des séances de sensibilisation aux violences, au sexisme et au consentement pour tous les élèves. La place des femmes dans les jurys et dans les concours d'architecture sera renforcée pour construire des équipements scolaires intégrant, dès leur conception, la problématique du genre.

Nous financerons les études de genre et les actions de formation

Les recherches universitaires portant sur les inégalités et les discriminations liées au genre bénéficieront d'un financement accru.

Nous renforcerons les moyens du centre Hubertine Auclert pour améliorer les connaissances sur les inégalités femmes-hommes (cartographie, études, statistiques) et développer les partenariats avec les collectivités, les associations mais aussi avec les entreprises.

Nous ferons de la Région un employeur exemplaire

Pour favoriser l'égalité entre parents dans l'accueil d'un nouvel enfant, nous mettrons en place un « **Congé deuxième parent** » de 4 mois avec maintien de salaire à 100 % pour les agents régionaux. Nous réduirons les inégalités salariales entre les femmes et les hommes parmi les agents de la Région, et nous renforcerons la place des femmes dans les postes de direction. Nous renforcerons les dispositifs dédiés à la prévention et à la prise en charge du harcèlement en interne, ainsi que les formations pour tous les agents et tous les élus régionaux.

Nous donnerons à la question de l'égalité une place transversale dans les politiques régionales

Nous créerons une nouvelle commission thématique du Conseil Régional dédiée à l'égalité femmes / hommes, qui suivra les dossiers régionaux de manière transversale. Nous mettrons en place une **budgetisation sensible au genre** (BSG) avec un rapport annuel analysant l'impact de tous les crédits d'investissement et de fonctionnement de la Région sur cette problématique et un avis annuel du CESER. Nous inclurons des clauses sur l'égalité femmes-hommes dans les marchés publics, les appels à projets et les aides aux entreprises de la Région.

Les visages de l'Ile-de-France en commun



Catherine LIME-BIFFE
Conseillère régionale
et Gauthier GUILLON



« Avec Audrey Pulvar, pour une Ile-de-France où les femmes seront enfin les égales des hommes et se sentiront en sécurité. »

HANDICAP : UNE RÉGION ACCESSIBLE ET INCLUSIVE



Beaucoup reste à faire pour **rendre notre Région accessible** aux personnes en situation de handicap, pour leur permettre de se déplacer, d'étudier, de travailler, d'exercer leur citoyenneté comme les autres.

La Région doit d'abord être pleinement mobilisée pour garantir l'accessibilité au cœur de ses compétences, notamment dans les transports et dans les lycées.

Nous devons aussi porter une ambition plus claire de soutien, de **réparation, d'adaptation aux besoins des personnes en situation de handicap**. Et plus fondamentalement encore, nous voulons concevoir des politiques publiques régionales qui soient, dès l'origine, inclusives et universelles.



PROGRESSER VERS UNE ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE

Nous redéfinirons la stratégie régionale d'accessibilité et d'inclusion

Dès le début de la mandature, nous redéfinirons, avec les associations de personnes handicapées et l'ensemble des partenaires, une stratégie régionale d'accessibilité et d'inclusion. Cette stratégie régionale donnera lieu à une évaluation régulière avec l'ensemble des parties prenantes. Le Conseil Consultatif du Handicap (CCH) de la Région Ile-de-France sera élargi et associé plus étroitement à la co-construction des politiques régionales.

Nous améliorerons l'accessibilité des transports en commun

Nous accélérerons la **mise en accessibilité du métro**, qui est aujourd'hui nettement insuffisante, en commençant par les lignes 2 et 6, qui sont en partie aériennes, ce qui facilitera l'installation d'ascenseurs.

Pour mieux répondre aux besoins de mobilité des personnes en situation de handicap, nous améliorerons la **qualité du service et la desserte du service PAM** (Pour Aider à la Mobilité), en concertation avec les associations d'usagers et les Départements.

Nous lancerons un programme pour l'habitat inclusif

Nous lancerons un programme pour l'habitat inclusif visant à accélérer la création de logements adaptés, en partenariat avec la Caisse nationale de Solidarité pour l'Autonomie, les collectivités, les bailleurs et les promoteurs.



CHANGER DE REGARD : CONCEVOIR DES POLITIQUES INCLUSIVES

Nous renforcerons l'exemplarité régionale

Les **formations** des élus et des agents régionaux à la « conception universelle » et à la convention internationale relative aux droits des personnes en situation de handicap seront systématisées. Une mission d'appui aux services régionaux sera créée. L'accessibilité de l'intégralité de l'information régionale et des événements de la Région sera garantie pour toutes les formes de handicap.

Nous favoriserons les acteurs inclusifs

Les subventions de la Région seront conditionnées au respect d'objectifs d'accessibilité dans la mise en œuvre des projets soutenus. Nous augmenterons la part de la **commande régionale**, en priorité pour les marchés d'entretien, de petits travaux et de fournitures, attribuée aux Établissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT) et aux Entreprises Adaptées (EA) employant des personnes handicapées.

Nous soutiendrons l'emploi et l'innovation dans le champ du handicap

Nous développerons les actions de formation, d'apprentissage et d'insertion dans la filière des **métiers du service auprès des personnes en situation de handicap**. Nous soutiendrons les projets de « fab lab » permettant la fabrication d'objets ergonomiques et adaptés et les créations d'entreprises qui proposent des projets d'équipements ou de services innovants.



AIDER LES AIDANTS

Nous créerons des Maisons des aidants familiaux

Pour mieux soutenir les aidants familiaux dans la prise en charge d'une personne dépendante, nous soutiendrons la création d'une « **Maison des aidants familiaux** » par département. Cette maison proposera notamment aux aidants un guichet d'information et d'accès aux droits, un soutien psychologique et des formations dédiées aux gestes de prise en charge de la dépendance.

Nous développerons les solutions de répit ou de relais

Au côté des collectivités, nous soutiendrons le développement des solutions de répit ou de relais pour les aidants, en institution comme à domicile.

Les visages de l'Ile-de-France en commun

Assia MEDDAH

« La région doit soutenir les aidants familiaux. La différence est un enrichissement pour la société. »



Les visages de l'Ile-de-France en commun

Christophe JOY

« Favoriser la mixité sociale, créer du lien avec des projets innovants tels les maisons des aidants, est essentiel. »



UNE RÉGION SOLIDAIRE QUI PREND SOIN DE CHACUN



Le taux de pauvreté en Ile-de-France, déjà supérieur à la moyenne nationale, continue de s'aggraver fortement depuis plusieurs années. Les personnes en situation précaire, dont les conditions de vie étaient déjà critiques, sont les premières à subir les effets de la crise sociale liée à l'épidémie : perte d'emploi et de revenus, endettement, impayés de loyer, réduction brutale du reste à vivre qui pousse de plus en plus de gens vers les lieux de distribution alimentaire...



DE L'HEBERGEMENT D'URGENCE AU LOGEMENT PÉRENNE

Nous créerons un Fonds régional de prévention des expulsions

La Région abondera les Fonds de solidarité logement portés par les Départements pour accompagner les ménages ayant des difficultés à faire face à leur loyer et prévenir leur expulsion.

Nous développerons l'hébergement d'urgence

Pour limiter les hébergements à l'hôtel, nous participerons aux opérations de transformation d'« hôtels sociaux » en logements spécifiques : résidences sociales, pensions de famille, foyers de jeunes actifs, etc.

Pour réduire les déséquilibres territoriaux en matière de logement et d'hébergement, et garantir au plus grand nombre un accès aux droits effectif, nous

mettrons en place un système de bonus-malus des aides régionales, pour soutenir davantage les collectivités faisant le plus d'efforts.

Nous soutiendrons les ouvertures d'hébergements intercalaires ou transitoires

Ces projets innovants et modulaires, installés sur les terrains vacants en attente d'affectation, peuvent intégrer des pratiques culturelles, des artisans, de l'agriculture urbaine, de l'économie sociale et solidaire. Ils offrent de nouveaux services à la population locale et permettent de tisser de nouveaux liens.



Nous développerons les Espaces Dynamique Insertion (EDI)

Ces espaces permettent aux jeunes en très grandes difficultés de bénéficier de l'accompagnement social spécifique et du temps nécessaire pour engager un processus d'insertion qui mène à la formation ou à l'emploi.

Nous investirons dans les Structures de l'Insertion par l'Activité Économique (SIAE)

Ces associations, entreprises ou chantiers d'insertion ont pour but de favoriser l'insertion professionnelle des personnes très éloignées de l'emploi.

Ces 400 structures franciliennes qui accompagnent près de 30.000 personnes méritent d'être davantage soutenues par la Région, notamment pour pouvoir accompagner les salariés lorsqu'ils retrouvent un emploi durable.

Nous développerons les dispositifs Premières Heures

Ces dispositifs sont destinés aux personnes en situation de grande exclusion. Ils proposent des formes de « travail à l'heure » rémunérées avec un accompagnement médico-social pour remobiliser progressivement et développer l'autonomie des bénéficiaires.

Les visages de l'Ile-de-France en commun

Sihem HABCHI

« Tou.te.s citoyen.ne.s : dans chaque département il faut des maisons de l'hospitalité pour la rencontre et le partage. »



Les visages de l'Ile-de-France en commun

Axel TASCIVAN

« Nul n'est inemployable : le dispositif Premières Heures ramène progressivement vers l'emploi. »



LA RÉPUBLIQUE EN COMMUN



La République, c'est un lien qui doit être en permanence retissé. Il est aujourd'hui menacé par les replis identitaires, les fractures, les inégalités, la difficulté à imaginer un destin commun. Face à ces menaces, nous devons faire vivre la fraternité.

Nous devons combattre pied à pied tous les préjugés, toutes les discriminations. **Ces tensions, nous voulons les apaiser et non les exacerber.**

Nous voulons une Région qui rende la promesse républicaine d'égalité de droit et de destin effective dans tous ses territoires, qu'il s'agisse d'accès au logement, au travail ou aux services publics.

Nous voulons une Région où chacun, quel que soit son genre, sa couleur de peau, son quartier d'origine, sa religion, son handicap ou son orientation sexuelle puisse être soi-même, trouver sa place et se dire « J'ai ma chance ».



LUTTER CONTRE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATIONS

Nous créerons une mission transversale de lutte contre les discriminations

Nous créerons un « **référént égalité** » qui aura pour mission de contrôler l'ensemble des politiques régionales à cet égard, et de garantir l'exemplarité de l'administration régionale.

Nous créerons un véritable **Observatoire francilien des discriminations** doté de moyens accrus pour élaborer de meilleurs outils d'évaluation, de mesure et d'action face aux discriminations en Ile-de-France.

Nous créerons un Parcours lycéen pour la République et la Laïcité

Nous renforcerons le soutien aux acteurs associatifs engagés dans le combat contre les discriminations. Nous organiserons un nouveau rendez-vous régional annuel, « **Trois jours pour l'égalité** », une série de rencontres, de débats et d'ateliers pour diffuser les connaissances et les bonnes pratiques. Nous porterons un projet éducatif global pour les lycéens franciliens intégrant un véritable **Parcours pour la République et la Laïcité**, qui prévoira notamment des temps de sensibilisation et de formation à la citoyenneté, la laïcité, l'égalité femmes-

hommes et la lutte contre les discriminations. Ce parcours prévoira aussi des temps d'échanges entre les jeunes et les forces de l'ordre pour renforcer les liens et le respect mutuel.

Nous créerons des « classes franciliennes »

Pour favoriser la compréhension, le partage et la **cohésion entre les différents** territoires de l'Ile-de-France, nous organiserons des « classes franciliennes » avec des correspondants entre élèves des différents territoires et des évènements communs.



L'ILE-DE-FRANCE,
TERRE D'ACCUEIL

L'Ile-de-France est métissée, riche de sa diversité, fière de sa tolérance et de son ouverture au monde.

Nous rendrons visible une « Région de toutes les mémoires »

Pour donner une place à chacun dans notre République, il faut lui donner une place dans notre mémoire. Nous rendrons visible une « Région de toutes les mémoires », en valorisant notre diversité culturelle, produit d'une longue histoire d'immigration de toutes régions françaises, et de tous les pays d'Europe et du monde.

Nous réaliserons un **dictionnaire des personnalités** qui ont fait le « choix de l'Ile-de-France », afin de proposer aux collectivités de nommer un équipement ou un lieu public pour mettre en lumière ces personnalités. Nous accueillerons des expositions photos sur les équipements régionaux pour faire de l'Ile-de-France un véritable **musée à ciel ouvert de l'immigration**.

Nous valoriserons « l'Ile-de-France ultra-marine »

L'Ile-de-France est la première région ultramarine de France sur le plan démographique. De nombreux jeunes ultra-marins y viennent pour étudier ou travailler. Nous nouerons de nouveaux partenariats

avec les territoires et les associations ultra-marines, pour mieux **valoriser l'apport culturel et économique** que représentent ces populations pour notre Région, et pour renforcer les actions de lutte contre les discriminations dont elles sont encore trop souvent victimes.

Nous soutiendrons les initiatives solidaires d'accueil des réfugiés

L'Etat porte la responsabilité de la politique migratoire et de l'hébergement d'urgence. Mais face aux carences des dispositifs actuels, qui aboutissent à la multiplication des campements sauvages et des situations de détresse, les initiatives de collectivités comme d'associations se sont multipliées.

Nous resterons fidèles à notre tradition humaniste de **terre d'accueil et d'asile** et nous soutiendrons davantage les collectivités et les associations qui déploient des actions d'hébergement d'urgence, d'aide alimentaire, d'accompagnement et d'insertion pour les réfugiés.

Nous agissons pour l'insertion des gens du voyage

Nous reprendrons le financement des Aires d'accueil pour les gens du voyage, des Villages d'insertion et des actions de scolarisation et d'insertion professionnelle pour ces populations délaissées.

Les visages de l'Ile-de-France en commun

Isabelle BERESSI
Conseillère régionale

« Audrey nous inspire. Sa notoriété et sa réussite vont nous aider à changer l'Ile-de-France car il est temps ! »



Les visages de l'Ile-de-France en commun

Pierre KANUTY
Conseiller régional

« Chez moi, on dirait qu'Audrey est "une femme debout". Contre l'injustice, son intransigeance est une chance. »



FIERTÉS EN ILE-DE-FRANCE



Les insultes, les pratiques discriminatoires et les agressions physiques restent une réalité quotidienne pour de nombreuses personnes LGBTQI+ d'Ile-de-France, qu'elles résident dans une grande ville ou une petite ville, en zone péri-urbaine ou en milieu rural.

Nous voulons que chacune et chacun, quelles que soient son orientation sexuelle ou son identité de genre, puisse se dire « J'ai ma place, ici, en Ile-de-France » et se sente assez en confiance, assez écouté, entendu, accompagné, pour s'autoriser tous les rêves et se voir garantis tous ses droits.



AGIR POUR LE RESPECT DES PERSONNES LGBTQI+

Nous soutiendrons les associations et les structures d'aide

Nous serons aux côtés des victimes de LGBTQIphobies en soutenant les associations qui se portent partie civile à leurs côtés, si une action en justice est intentée. Nous financerons le déploiement de structures d'aide aux victimes et d'accompagnement psychologique et juridique.

Nous lutterons contre les incivilités et les agressions

Le renforcement de la vidéo-protection et de présence des forces de sécurité dans les transports contribuera à la prévention de ces agressions. Ces agents de sûreté seront formés à la lutte contre l'homophobie, lesbophobie, la biphobie et la transphobie.

Nous développerons les actions de sensibilisation

Les agents régionaux en contact avec le public seront formés à un accueil respectueux. Nous veillerons à garantir l'inclusion des agents LGBTQI+ de la Région et souhaitons que la Région obtienne la labellisation Afnor Diversité, preuve de son exemplarité. Nous soutiendrons les interventions d'associations en milieu scolaire, dans la formation professionnelle et dans les entreprises, pour la sensibilisation et la prévention des actes et discours anti-LGBTQI+.

Nous soutiendrons les jeunes LGBTQI+

La jeunesse est une période critique pour les personnes LGBTQI+. Elle est le moment de la découverte de son orientation sexuelle et de l'affirmation de son identité de genre. Elle est aussi celui du harcèlement scolaire et des conflits familiaux. Au-delà du soutien aux associations, nous lancerons des campagnes de soutien aux jeunes

LGBTQI+ victimes de harcèlement scolaire, pour les aider à connaître leurs droits et prévenir ces comportements dont la gravité entraîne un mal être pouvant conduire au suicide.

Nous agirons pour une santé inclusive et respectueuse des personnes LGBTQI+

Pour la santé globale de tous et toutes sans discrimination, nous renforcerons la lutte contre le VIH et contre la sérophobie en lançant une grande campagne d'information sur la PrEP à destination de tous les publics, en encourageant les initiatives autour de la santé sexuelle et globale, en particulier pour les lesbiennes et personnes trans, publics souvent oubliés.



CONQUÉRIR DE NOUVEAUX DROITS

Nous encouragerons les Marches des fiertés

La visibilité des sujets LGBTQI+ étant essentielle à la conquête des droits, nous encouragerons le développement de marches des fiertés au-delà de Paris dans toute l'Ile-de-France, moments festifs et militants ouverts à toutes et tous, et moteurs de l'égalité des droits.

Nous soutiendrons la conquête de nouveaux droits

La Région prendra des initiatives pour faire progresser des revendications essentielles telles que l'ouverture de la PMA, l'interdiction des « thérapies de conversion » et la fin des mutilations génitales faites aux enfants intersexes.



Les visages de l'Ile-de-France en commun

Flora BOLTER et Joël DEUMIER

« Avec Audrey Pulvar, nous agirons pour le respect et la visibilité des personnes LGBTQI+ et pour la conquête de l'égalité des droits. »



LA RÉGION AU CÔTÉ DES TERRITOIRES PRIORITAIRES



L'Île-de-France est une terre de contrastes. À quelques kilomètres de distance, se côtoient des territoires d'une très grande richesse et des communes où les difficultés sont nombreuses.

1,5 million de Francilien.ne.s vivent dans les quartiers dits « prioritaires » et 650.000 vivent dans des communes rurales. Ces territoires sont aujourd'hui oubliés par la Région.

Nous voulons une politique volontariste de lutte contre ces fractures territoriales et sociales. Nous assumerons de concentrer les interventions de la Région sur les territoires qui en ont le plus besoin.



AGIR POUR LES QUARTIERS PRIORITAIRES

Nous investirons dans les quartiers en difficulté

Nous renforcerons les engagements de la Région dans les projets de **renouvellement urbain**, pour mieux répondre aux besoins des habitants (aménagement des pieds d'immeuble, crèches, écoles, espaces verts, etc.). Nous lancerons un appel à projets d'investissement dans les territoires en Politique de la Ville non couverts par l'ANRU. Nous lancerons avec les collectivités concernées et leurs habitants, un « pacte de **marketing territorial** » pour renforcer leur attractivité.

Nous soutiendrons le tissu associatif local

Les associations de proximité jouent un rôle essentiel pour tisser, avec leurs projets, le lien social dans les quartiers (soutien scolaire, ateliers linguistiques, sorties culturelles, accompagnement des femmes, soutien à la parentalité, etc.). L'enveloppe de subventions à ce **tissu associatif** s'élèvera à 5 M€ par an.

Nous participerons aux nouveaux Contrats de Ville

La Région deviendra co-signataire des contrats de ville et s'engagera à porter des interventions ciblées sur ces quartiers en difficulté dans ses politiques de droit commun (interventions de la banque régionale, emplois rebond vert, cofinancement des équipements sportifs, lutte contre le décrochage scolaire, lycées, transports, culture, etc.).



UN NOUVEAU PACTE RURAL

Nous garantirons des droits et des services fondamentaux dans les zones rurales

Les habitants des communes rurales seront les premiers bénéficiaires de certains de nos engagements prioritaires, notamment la gratuité des transports en commun et la garantie de transports publics de qualité accessibles en proximité sur tout le territoire, le soutien à la création de flottes de minibus pour du transport à la demande, la création de nouvelles maisons de santé dans les territoires déficitaires, la prévention des inondations et des subventions régionales pour l'entretien du réseau d'assainissement, la préservation de la santé par la sortie des produits phytosanitaires dangereux, l'accès à la culture pour tous.

Nous favoriserons le développement des territoires ruraux

Nous mènerons une politique active de revitalisation des centres-bourgs ruraux, notamment par un soutien renforcé à l'implantation de commerces de proximité, par la rénovation du bâti ancien, par la garantie du très haut débit pour tous, et la création d'espaces de co-working dans tous les territoires, l'investissement dans de nouvelles exploitations agro-écologiques et de nouveaux métiers verts.

Les visages de l'Île-de-France en commun

Michèle CANET

« Pour que la Région s'engage dans la rénovation des résidences d'habitat social et le soutien au renouvellement urbain. »



Camille VIELHESCAZE

« Activité, formation et emploi pour les Francilien.ne.s des quartiers populaires, surtout les jeunes, sont prioritaires. »



UNE RÉGION QUI ASSURE LA COOPÉRATION ET LA SOLIDARITÉ ENTRE SES TERRITOIRES



La crise pandémique a mis à nu les limites de la capacité d'intervention d'un État trop centralisé. Pour répondre à cette crise organisationnelle, nous voulons construire une République véritablement décentralisée.

Depuis 2008, l'architecture institutionnelle de l'Ile-de-France est instable, complexe et incompréhensible pour les citoyens. Or la lisibilité est la condition de la responsabilité et la responsabilité est la condition de la démocratie.

Nous voulons clarifier et stabiliser l'organisation de la Région et favoriser le dialogue, la coopération et la solidarité entre ses territoires.



SIMPLIFIER ET STABILISER L'ORGANISATION TERRITORIALE DE LA RÉGION

Nous prônerons une simplification et une stabilisation de l'organisation institutionnelle de l'Ile-de-France

Une nouvelle étape législative doit être franchie dès que possible pour simplifier l'architecture institutionnelle en Ile-de-France, en repensant notamment l'articulation entre les Établissements Publics Territoriaux (EPT), la Métropole du Grand Paris et les Départements. Nous défendrons une simplification suffisamment aboutie pour permettre une stabilisation.

Nous ne remettons pas en cause l'existence de la Métropole du Grand Paris

Notre Région porte une responsabilité essentielle pour recréer une synergie entre ses espaces urbains denses et ses espaces moins denses ou ruraux, que ce soit pour des questions d'alimentation durable, de mobilité ou de partage des richesses. Cependant, contrairement à la majorité sortante qui a tenté de faire disparaître la métropole, nous considérons qu'il est nécessaire d'avoir une institution métropolitaine qui porte des politiques adaptées à la zone dense agglomérée et qui doit devenir un levier puissant de solidarité sur un territoire lui-même très inégalitaire.



ORGANISER LA SOLIDARITÉ ENTRE LES TERRITOIRES DE LA RÉGION

Nous soutiendrons l'extension et l'approfondissement de intercommunalités

Pour éviter la concurrence et le creusement des inégalités entre collectivités, nous soutiendrons les intercommunalités. Très longtemps en retard sur le territoire francilien, elles constituent un outil important pour mutualiser les ressources et les services publics locaux et construire des projets de territoire.

Nous soutiendrons les dispositifs de péréquation

La péréquation entre régions et au sein de la Région vise à répartir plus équitablement les ressources entre collectivités. La Région la plus riche et la plus inégalitaire de France doit y prendre toute sa part. Mais cette péréquation ne doit pas avoir pour effet de favoriser le désengagement de l'État du soutien nécessaire aux collectivités.

Nous limiterons les effets pervers de la généralisation des appels à projets

Les appels à projets peuvent créer des inégalités fortes entre collectivités selon leurs capacités à disposer de l'ingénierie nécessaire pour construire ces projets et des fonds pour les co-financer. Nous mettrons en place des mécanismes de soutien au montage de projet locaux et de traitement différencié selon la richesse des territoires.



ASSUMER UN RÔLE D'ENSEMBLIER, DE COORDINATEUR TERRITORIAL

Nous assumerons le renforcement des compétences régionales

Nous voulons pouvoir expérimenter en Ile-de-France. Car la différenciation n'est pas la mort de l'égalité, bien au contraire. C'est à un échelon local que l'on peut produire de l'égalité réelle, en adaptant les objectifs généraux des politiques publiques aux réalités du territoire.

Dans le cadre des évolutions législatives engagées (Loi 4D, Loi Climat), nous revendiquerons et nous assumerons des compétences aussi fortes que possibles, notamment en matière de climat, de développement économique et d'emploi.

Nous porterons un schéma régional d'aménagement et de transition écologique, solidaire, opposable et concerté

Nous assumerons l'ambition de créer des dynamiques partagées, de fédérer toutes les énergies. Cette coopération est la condition de la solidarité comme de la transition écologique, car celle-ci ne peut pas se concevoir isolément dans un périmètre administratif. Nous porterons **un nouveau schéma directeur (SDRIF), un schéma d'éco-aménagement « Ile-de-France 2050 »**, qui inscrira dans le temps long notre trajectoire de neutralité carbone. Ce schéma devra être plus prescriptif que les schémas actuels. Il devra donc être le produit d'une concertation approfondie avec les autres collectivités locales et avec les citoyens.

Nous organiserons le dialogue territorial en Ile-de-France

Nous réunirons la Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP), une Assemblée des territoires qui rassemble des représentants des collectivités et permet donc de connaître les problèmes des uns et des autres, de déterminer ensemble le bon niveau pour agir sur telle ou telle problématique. Cette conférence aura notamment pour responsabilité d'établir une doctrine partagée sur la non artificialisation des terres.

Nous voulons nouer un Pacte de gouvernance locale pour l'Ile-de-France

Un dialogue régulier avec les autres collectivités devra permettre de nouer un Pacte de gouvernance locale. Ainsi, pour surmonter la crise actuelle, nous aurons besoin d'un pacte régional de rebond mobilisant les compétences d'impulsion de la Région, de cohésion des Départements et de transition du bloc communal et inter-communal. Nous élaborerons des Contrats particuliers entre la Région et chaque Département.

NOS 8 TÊTES DE LISTE



95 **Rachid Temal**
Val-d'Oise

Sénateur, je m'engagerai pour une région qui protège chacun et investisse dans l'emploi. Je me battraï pour que le Val d'Oise, département le plus jeune mais toujours relégué, ait un grand "Plan Marshall".



78 **Dieynaba Diop**
Yvelines

Adjointe au Maire des Mureaux depuis 2008, j'enseigne au lycée professionnel du Val Fourré. A la région, je me battraï contre le décrochage scolaire et pour donner aux professeurs les meilleures conditions possibles pour enseigner à nos enfants.



75 **Audrey Pulvar**
Paris

Citoyenne engagée, adjointe à la Maire de Paris depuis 2020, je rassemble avec « Ile-De-France en commun » celles et ceux qui veulent transformer la Région, pour que chaque jeune y trouve sa place et puisse se dire « j'ai ma chance ». Ma priorité : la gratuité des transports en commun, pour le pouvoir d'achat et pour l'environnement.



92 **Nadège Azzaz**
Hauts-de-Seine

Première femme élue maire de Châtillon en 2020, conseillère régionale depuis 2015, je m'engagerai pour une région solidaire, durable, inclusive, dynamique et sûre pour les Franciliens. Notre région doit agir pour améliorer le quotidien de tous ses habitants.

66





93 Aïssata Seck
Seine-Saint-Denis

Conseillère municipale, je suis titulaire d'un master II en communication politique et publique en France et en Europe. J'ai œuvré pour la naturalisation des tirailleurs sénégalais au travers d'une pétition lancée en 2016 et qui a réuni plus de 60 000 personnes : le 15 avril 2017, ils sont naturalisés au palais de l'Élysée. Je suis engagée dans le milieu associatif depuis de nombreuses années notamment sur les questions de lutte contre les discriminations.



77 Paul Miguel
Seine-et-Marne

Ancien Président de la communauté d'agglomération Paris-Vallée de la Marne, je défendrai l'amélioration des conditions de transports, la défense de notre cadre de vie et l'amélioration de l'accès des jeunes à l'enseignement supérieur et à l'emploi.



94 Hélène De Comarmond
Val-de-Marne

Première femme maire de Cachan depuis 2018, engagée pour la protection de l'enfance et l'action environnementale comme vice-présidente du Val-de-Marne. J'agirai pour une région écologique, utile aux habitants et qui donne à la jeunesse toutes les chances de s'épanouir.

77

91 Jérôme Guedj
Essonne

Ancien président du département de l'Essonne, engagé pour l'accès aux soins, les solidarités entre générations et le soutien aux âgés, je défendrai une région qui n'oublie aucun Francilien, pour des transports de qualité en grande banlieue.



Olivier Faure,
Premier secrétaire
du Parti Socialiste



Emmanuelle Cosse,
Ancienne Ministre
Les Écolos Solidaires



Stéphane Troussel,
Président du Conseil
Départemental de
Seine-Saint-Denis



Marie-Noëlle Lienemann,
Sénatrice de Paris
Gauche Républicaine et Socialiste



Nadège Azzaz,
Maire de Châtillon



Raphaël Glucksman,
Député européen
Place Publique



Guillaume Lacroix,
Président du Parti Radical
de Gauche



Jean-Luc Laurent,
Maire du Kremlin-Bicêtre,
Président du Mouvement
Républicain et Citoyen

ILS / ELLES SOUTIENNENT AUDREY PULVAR



David Ros,
Maire d'Orsay



Luc Carvounas,
Maire d'Alfortville



Maxime des Gayets,
Conseiller régional, Président du
Groupe Ensemble Ile-de-France



Mathieu Hanotin,
Maire de Saint-Denis



Sylvie Couchot,
Maire de Vauréal



Yvan Lubraneski,
Maire des Molières



Eddie Aït,
Maire de Carrières-sous-Poissy,
Conseiller régional, Président du
Groupe Écologistes
et Progressistes



Hélène De Comarmond,
Maire de Cachan

Ne pas jeter sur la voie publique
Crédits photos : Mathieu Delmestre - Crédits illustrations : Sidonie Hervé



www.iledefranceencommun.com

